

PREMIÈRE PARTIE

Chapitre I.1 : Pour agir il faut penser

L'importance de la recherche et de la formation

Quelques références de base

Avant d'arriver à l'Université je n'avais jamais eu de véritable contact avec la vie politique. Je me souviens qu'en 1940, dans ma première année de Lycée, j'avais neuf ans, un jour que le maître demandait quelle était la définition de la République, je répondis « *Travail, famille, patrie* » que j'avais dû entendre à la radio, car Pétain était au pouvoir depuis juillet 1940 ; alors le Maître me gronda un peu et me dit : « *Non, c'est Liberté, Égalité, Fraternité* », il n'était pas pétainiste. Je me souviens aussi qu'on nous faisait chanter « *Maréchal nous voilà / devant toi le sauveur de la France / nous jurons nous les gars / de servir et de suivre tes pas / Tu nous as redonné l'espérance / La Patrie renaîtra / Maréchal nous voilà* ». J'avais eu Georges Bidault comme Prof d'Histoire-Géographie au Lycée du Parc en 1941 ou 1942, j'en ai un souvenir sympathique, il riait à mes blagues (il parlait du Guatemala, et j'avais dit « *Grattez-moi la !* »), mais on n'avait jamais su pourquoi il avait tout à coup disparu, de la Résistance on ne parlait pas. Et pourtant pendant la guerre, on écouta Radio Londres, tout bas sur le poste, et on accueillit avec enthousiasme les Américains qui remontaient à Lyon le Cours Gambetta, et on en parraina un qui venait de temps en temps manger à la maison, où il nous apportait des cigarettes et du chocolat que je revendais au marché noir au Lycée. Avec mes copains, on ne parlait jamais de politique, c'était un sujet absent de nos pensées et de nos préoccupations.

Je ne veux pas raconter ici toute ma formation. Seulement quelques précisions sur ce et ceux qui m'ont le plus influencé à partir du moment où je suis entré à l'Université en 1949 ; pour le reste, qu'on se réfère à mes *Mémoires* Tome I. Je peux seulement évoquer des noms, ceux des clercs qui ont formé ma conscience « chrétienne », le Père Paul Huguet d'abord, un Franciscain qui était un vrai « spirituel » et qui m'a légué mon estime pour François d'Assise, quelques Jésuites, le Père Lhomet, alors directeur de la Maison des Étudiants Catholiques (la MEC), deux religieux marginalisés par la Hiérarchie, le Père Fraisse, qui m'a beaucoup apporté malgré une forme de cléricalisme qui pesa lourd sur ma vie affective et familiale, et le Père Ganne dont j'ai suivi les conférences, cours et colloques, éditant parfois ses notes (sur la laïcité par exemple), et puis tant d'autres noms que je devrais citer, Denise Rendu, autrefois fiancée de Gilbert Dru, Jean Lacroix et les rencontres du Groupe Esprit, Jeannette Colombel, alors grande intellectuelle du P.C.F., les militants de l'Union des Chrétiens Progressistes, les créateurs du nouveau syndicalisme étudiant, dont Paul Bouchet, qui a commencé à former ma conscience syndicale et politique. Et tous mes vrais amis, de l'époque, en particulier Maryse et Robert Dubreuil, Jean et Cécile Royer, Claude et Odile Py et quelques autres, camarades du MLP, de l'UGS ou du PSU, restés dans ma mémoire.

Je ne citerai donc qu'un texte qui m'a marqué dès le début, la *Charte de Grenoble* (1946). Il a été ma référence idéologique tout au long de mes études, il a inspiré mes quatre ans d'activité syndicale dans le mouvement étudiant.

J'ai toujours vécu dans une perspective de recherche, effaré de voir tout ce que je ne savais pas et que je devais essayer de connaître, et tout ce que je n'avais pas lu et pas vu ; en colère contre un monde que je considérais comme injuste, inhumain, oppresseur et plein de mépris pour le « petit peuple », les « pauvres », le « prolétariat ». Et pour lutter plus efficacement contre ce monde, il fallait que je connaisse le maximum d'histoire, de réalité en tous domaines, et que je cherche ce qu'on pourrait bien en faire pour changer les choses, comment on pourrait bien « agir », « militer ».

Et qui dit « recherche » dit aussi « ignorance » : si je cherche, c'est que je n'ai pas encore trouvé, c'est que je ne sais pas non plus ce que je vais trouver ; c'est l'expression d'un

manque qui motive toute mon activité, tous mes « engagements ». C'est vital, ce n'est pas un choix simplement intellectuel ; je suis totalement en recherche. Si on me demande ce que je fais, je réponds volontiers que je suis seulement un « chercheur », et aussi un « écrivain », car je veux faire connaître le résultat de ma recherche.

Et je dois donc ajouter aussitôt « enseignant », c'est le complément oral de « écrivain ». Je parlais souvent des personnes qui étaient passées « entre mes mots ».

Pour moi c'est fondamental, cela veut dire que je ne suis pas dans un monde « fini », mais que j'ai devant moi un « infini » sans limites. Et donc, d'une part, je m'efforce de le connaître le plus rigoureusement possible, c'est pourquoi je parlais toujours de connaissance « scientifique », ce que j'appelle la « science » étant pour moi ce qu'il y a de plus rigoureux mais aussi de plus ouvert, non fini, relatif, soumis à remises en cause, à remaniements, commençant par une négation de ce qu'il y a de faux et de négatif dans ce que je sais. Ptolémée a eu raison, il a été un progrès scientifique, mais je ne peux pas aujourd'hui être « ptoléméen » ; Galilée a eu raison contre l'Inquisition catholique, il a été la science de son temps, Marx avait raison contre les pensées idéalistes de son temps, mais je ne peux plus aujourd'hui être simplement « galiléen », ou simplement « marxiste », la recherche scientifique est allée maintenant plus loin, non contre lui mais à partir de lui. L'évidence même !

Donc, hostilité à tout dogmatisme, religieux ou autre, contre toute fixation en absolu religieux d'une vérité politique : la laïcité par exemple était formulée d'une façon juste par Jules Ferry, mais Jules Ferry n'est pas une vérité révélée, les temps historiques ont changé, et il faut formuler autrement l'esprit qui était celui de Jules Ferry. Parce qu'elle est permanente, universelle et historique, la laïcité est en évolution constante et doit être reformulée face à chaque problème nouveau, le voile ou aujourd'hui le « burkini » pour ne prendre qu'un cas récent qui a fait beaucoup discuter les « laïcs » entre eux.

Voilà le fond ! L'amour même est une recherche dans un autre domaine, et s'il s'arrête à un moment de son histoire, s'il devient possession stable d'un être par un autre, cela veut dire qu'il est mort.

J'ai donc continué à chercher, à aimer, en tous moments de ma vie, même dans ma vie professionnelle, que j'évoquerai peu ici : la chanson italienne, qui était une simple pratique pédagogique, est devenue un champ de réflexion historique et théorique, j'en ai fait ma thèse de doctorat et j'ai essayé de faire mieux comprendre cette chanson aux Français.

Je donne ci-dessous quelques exemples d'écrits divers, par lesquels j'ai essayé de « mettre en recherche » ceux qui militaient avec moi, contre ceux qui continuaient à faire la même chose, à aller aux mêmes échecs, comme on le constate encore aujourd'hui. Tous ces textes sont dépassés dans leurs références historiques, leurs exemples, et quelquefois leur formulation, dépendante du langage dominant à l'époque, mais ils restent vrais dans l'esprit qui les motivait, et qui serait positif aujourd'hui encore.

J.G., 28 août 2016, 21 décembre 2018, 06 mai 2021.

Charte de Grenoble (1ère partie) **PRÉAMBULE**

*Les représentants des étudiants français légalement réunis en Congrès national à Grenoble, le 24 avril 1946, conscients de la valeur historique de l'époque,
Où l'Union française élabore la nouvelle déclaration des Droits de l'homme et du citoyen, Où s'édifie le Statut pacifique des Nations,
Où le monde du travail et de la jeunesse dégage les bases d'une révolution économique et sociale au service de l'homme ;
Affirment leur volonté de participer à l'effort unanime de reconstruction,*

Fidèles aux buts traditionnels poursuivis par la jeunesse étudiante française lorsqu'elle était à la plus haute conscience de sa mission,

Fidèles à l'exemple des meilleurs d'entre eux, morts dans la lutte du peuple français pour sa liberté, Constatant le caractère périmé des institutions qui les régissent,

Déclarent vouloir se placer, comme ils l'ont fait si souvent au cours de notre histoire, à l'avant-garde de la jeunesse française, en définissant librement, comme bases de leurs tâches et de leurs revendications les principes suivants

Article I. *L'étudiant est un jeune travailleur intellectuel.*

Droits et devoirs de l'étudiant en tant que jeune

Art. II. - En tant que jeune, l'étudiant a droit à une prévoyance sociale particulière, dans les domaines physique, intellectuel, et moral.

Art. III. - En tant que jeune, l'étudiant a le devoir de s'intégrer à l'ensemble de la jeunesse nationale et mondiale.

Droits et devoirs de l'étudiant en tant que travailleur

Art. IV. - En tant que travailleur, l'étudiant a droit au travail et au repos dans les meilleures conditions et dans l'indépendance matérielle, tant personnelle que sociale, garanties par le libre exercice des Droits syndicaux.

Art. V. - En tant que travailleur, l'étudiant a le devoir d'acquérir la meilleure compétence technique.

Droits et devoirs de l'étudiant en tant qu'intellectuel

Art. VI. - En tant qu'intellectuel, l'étudiant a droit à la recherche de la vérité, et à la liberté qui en est la condition première.

Art. VII. En tant qu'intellectuel l'étudiant a le devoir :

- de chercher, propager et défendre la vérité, ce qui implique le devoir de faire partager et progresser la culture et de dégager le sens de l'histoire ;
- de défendre la liberté contre toute oppression, ce qui, pour l'intellectuel, constitue la mission la plus sacrée.

Cette déclaration constitue désormais la Charte de l'Etudiant et sera placée en préambule aux statuts de l'U.N. et à ceux de toutes les A.G. Dès lors les A.G. et l'U.N.E.F. décideront de remplir une double mission :

- Tout entreprendre pour faire aboutir toutes les revendications entrant dans le cadre des droits définis ci-dessus ;
- Tout faire pour aider les étudiants dans l'accomplissement des tâches auxquelles ils sont astreints par la présente déclaration.

Chapitre I.2

Assurer la formation des militants

Voilà un premier thème qui sera, dans toutes nos activités, au cœur de notre lutte politique : former les militants révolutionnaires pour qu'ils apprennent à réfléchir, à penser leur action, à connaître son contexte politique, économique, social, culturel. Dès le Mouvement de Libération du Peuple (M.L.P.), puis à l'Union de la gauche Socialiste (U.G.S.) et au Parti Socialiste Unifié (P.S.U.), ce fut notre préoccupation première. Nous étions un certain nombre à venir du milieu étudiant, autre que celui de la majorité des militants, ouvriers formés dans le syndicalisme CGT ou CFTC, et souvent dans l'Action Catholique Ouvrière ou la Jeunesse Ouvrière Catholique.

Un premier texte illustre cette préoccupation, il est du 11 juin 1959, destiné à la Commission Féminine de la Fédération du Rhône de l'U.G.S.. Il est évidemment dépassé dans ses exemples, et il ne serait pas conçu de la même façon aujourd'hui, mais ce qui est important, c'est ce souci d'une formation que nous disions « scientifique » et « laïque » des militantes souvent venues de ce milieu chrétien. De l'URSS non plus on ne parlerait pas de la même façon, mais en 1959, on était encore en pleine guerre froide, et nos camarades de lutte étaient souvent les militants communistes, encore peu critiques vis-à-vis de l'évolution de l'URSS, malgré le rapport Khrouchtchev de 1956. Plus tard, on a aussi parlé souvent d'« autogestion » et on ne citerait plus dans le même sens les coopératives de production. Le texte témoigne des problèmes tels qu'ils se posaient en 1959, mais peut-être que l'exigence de réflexion et de formation reste très actuelle ! Et c'est aussi le constat qu'on faisait déjà des réunions « non-mixtes »... !

L'analyse est encore sommaire, inspirée par un marxisme encore peu approfondi ; la critique du

socialisme « utopique » oublie aussi de dire l'importance de l'utopie dans cette recherche intellectuelle elle-même, j'y reviendrai plus tard, mais tenir ce langage devant des militantes populaires, des ménagères, des ouvrières, était alors peu courant dans les partis politiques de gauche de cette époque... Maintenant ?

J.G., 06 mai 2021

COMMISSION FEMININE de l'UGS

NOTES SUR ...

REFLEXIONS SUR UNE METHODE D'ETUDE DES PROBLEMES POLITIQUES

La base d'un socialisme laïque

par

Jean GUICHARD

* * * PRIX : 100 fr. * * *

INTRODUCTION

Le seul but de ces réflexions initialement faites pour la journée d'études de la Commission Féminine du 10 MAI 1959, était de fixer, sans prétentions philosophiques, mais dans des buts essentiellement pratiques, quelques questions de méthode.

Il y a longtemps que ces questions de méthode sont négligées dans le mouvement ouvrier : soit parce qu'on ne s'en préoccupe guère (c'est encore le cas chez nous, à l'U.G.S.), soit parce qu'on ne les voit que sous l'angle dogmatique des 7 règles sacro-saintes du matérialisme dialectique et historique, telles que **Staline** les avait formulées dans un chapitre fameux de son « *Histoire du P.C.(b)* » (1). Voir les notes en fin de texte.

Or, dans l'un et l'autre cas, l'action politique perd de sa force et de son efficacité : sans méthode, elle s'égaré dans l'activisme au jour le jour et à la petite semaine, dans les débats confus et sans conclusions, où personne ne comprend ou n'interprète de la même façon, dans des perspectives vagues, dans des déclarations solennelles de Congrès auxquelles ensuite on peut donner, avec une apparence de raison, les interprétations les plus diverses, les plus passionnelles et les plus irréelles ; avec une méthode dogmatique et figée, on en arrive au contraire à se raidir sur des positions depuis longtemps dépassées par l'histoire, on se condamne à ne plus comprendre l'évolution de la réalité : on tombe dans le cercle vicieux où l'on ne comprend plus parce que dogmatique et où l'on devient encore plus dogmatique et sectaire parce que l'on s'attache d'autant plus à un passé auquel on tient que l'on a l'impression de ne plus en retrouver la trace dans le présent (parce que l'on est figé sur une méthode dogmatique, etc.).

Ainsi balancés entre un dogmatisme irréel et un activisme opportuniste, on comprend que l'action politique devienne décourageante et ne fasse guère avancer vers le socialisme : il lui manque l'instrument, l'outil pour mordre sur la réalité ; elle est comme un enfant de deux ans qui mourrait de faim à côté de son biberon parce qu'il n'a pas de tétine, ou comme un horloger qui voudrait travailler une montre en or avec une presse de deux tonnes. Tel est donc le but : quelques réflexions pour l'acquisition d'une méthode d'action et de réflexion. Cela peut se traduire autrement : peut-on, et comment, mener une action politique scientifique, c'est-à-dire clairement consciente à la fois des réalités sur lesquelles elle travaille, des objectifs qu'elle veut atteindre, et des moyens pour y parvenir ? C'est tout le problème d'une doctrine politique du parti, qui pose, en filigrane, le problème de la laïcité, sous ses divers aspects.

11 JUIN 1959

-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-

I - QUELQUES RAPPELS HISTORIQUES : COMMENT SONT NÉS LE MOUVEMENT OUVRIER ET LA PENSÉE SOCIALISTE

Il est bon d'abord de se demander comment sont nés historiquement le mouvement ouvrier et la pensée socialiste.

Ils sont liés à l'apparition d'une nouvelle forme d'économie : le capitalisme, et à la formation d'une nouvelle classe dominante, la bourgeoisie. Bourgeoisie et capitalisme apparaissent dès le XIIe siècle avec la formation, particulièrement en Italie, des « communes », qui affirment contre l'économie agricole de la féodalité un premier pouvoir des marchands et des artisans des villes. C'est à cette époque qu'apparaissent les premières révoltes d'ouvriers ; l'une des plus célèbres fut celle qui se produisit à Florence, en 1378, menée par tout le menu peuple de la ville, ceux qui étaient réduits à vivre au jour le jour en vendant leur force de travail. Dès cette époque, des hommes sont condamnés à mort pour avoir tenté de créer des « fraternités » entre ouvriers d'une même ville.

LES MANUFACTURES

Mais il n'existe vraiment des « ouvriers » en quantité importante qu'à partir du moment où se créent les premières « manufactures », vers le XVI^e et le XVII^e siècle. C'est à partir de là que commence la division du travail. En voici un exemple pris par **Marx** dans le développement d'une manufacture de carrosses :

« Un carrosse fut le produit collectif de travaux d'un grand nombre d'artisans indépendants les uns des autres, tels que charrons, selliers, tailleurs, serruriers, ceinturiers, tourneurs, passementiers, vitriers, peintres, vernisseurs, doreurs, etc. ... La manufacture carrossière les a réunis tous dans un même local où ils travaillent en même temps et de la main à la main. On ne peut pas, il est vrai, dorer un carrosse avant qu'il soit fait ; mais si l'on fait beaucoup de carrosses à la fois, les uns fournissent constamment du travail aux doreurs. tandis que les autres passent par d'autres procédés de fabrication.

Le tailleur, le ceinturier, le serrurier, etc... qui ne sont occupés qu'à la fabrication des carrosses perdent peu à peu l'habitude. et avec elle la capacité d'exercer leur métier dans toute son étendue ... La Manufacture estropie le travailleur, elle fait de lui quelque chose de monstrueux en activant le développement factice de sa dextérité de détail en sacrifiant tout un monde de dispositions et d'instincts producteurs, de même que, dans les Etats de La Plata on immole un taureau pour sa peau et son suif » (2).

D'un point de vue technique, ces Manufactures ont été un progrès par rapport à l'artisanat, mais elles se sont traduites aussi par une baisse des salaires (il était plus facile de former un ouvrier à une seule opération que de lui apprendre un métier comme dans les anciennes corporations), par une entrée massive dans les manufactures des femmes et des enfants (par cette séparation qui s'était opérée entre les tâches intellectuelles et les tâches purement manuelles).

La manufacture se caractérisait donc par :

- la concentration d'ouvriers à l'intérieur d'une même entreprise financée par un ou plusieurs marchands qui ont fourni les capitaux pour monter la manufacture,
- la division du travail.

Parallèlement, il y eut des tentatives d'organisation de ces ouvriers, par exemple dans les « compagnonnages » qui organisent la solidarité entre les ouvriers obligés d'aller chercher du travail d'une ville à l'autre (le Tour de France) ; ils sont aussi à l'origine des premières grèves au XVII^e et XVIII^e siècle pour protester contre la situation qui est faite aux ouvriers, dont on trouve maints exemples dans l'œuvre de **Marx**, dans les chroniqueurs du XIX^e siècle (par ex. **Villermé**), ou dans des romans comme ceux de **Zola** (*Germinal*, *l'Assommoir*).

Mais les ouvriers sont dispersés, encore peu nombreux (environ 600.000 sur 25.000.000 d'habitants. à la veille de 1789). Surtout, leurs révoltes sont spontanées, mais ne se posent pas la question essentielle : pourquoi ce progrès technique à côté de notre misère croissante ?

LA REVOLUTION INDUSTRIELLE

Le mouvement ouvrier ne va donc se manifester vraiment qu'à partir de l'apparition de la machine qui remplace la manufacture par l'usine : c'est la révolution industrielle des XVIII^e et XIX^e siècles.

C'est d'abord un immense progrès technique : navette volante en 1733, métier à tisser en 1785, machine à vapeur en 1775, procédé de fabrication de l'acier en 1784, etc. ; cela va se traduire par la création d'un prolétariat nombreux et concentré, qui va s'engager à partir du début du XIX^e siècle dans toute une série de revendications, de grèves et de luttes pour conquérir de meilleures conditions de vie et de travail, qui culminent par exemple dans les journées de Juillet 1830 et dans l'insurrection des canuts lyonnais en 1831.

Mais ces revendications, si elles sont parfois violentes, restent peu efficaces ; elles se poursuivent sans ordre, sans perspectives ; le prolétariat n'est encore pas organisé ; il n'a pas de chefs, pas de parti, pas de doctrine. Ses revendications restent anarchiques, et ne visent jamais à une remise en cause du capitalisme lui-même : elles restent souvent revendications d'un mieux-être dans le cadre du système existant ; ou elles s'égarer sur des réalités qui ne sont pas les vraies causes de la misère, par exemple dans les luttes menées contre l'introduction des machines (le « *luddisme* »). Il manquait encore au mouvement ouvrier une doctrine qui lui permette de prendre conscience de lui-même en tant que classe.

LE SOCIALISME UTOPIQUE

Parallèlement au mouvement ouvrier, se développait peu à peu la pensée socialiste. Elle est contemporaine de l'essor du capitalisme.

Cette pensée va d'abord s'affirmer sous une forme « utopique » : plusieurs penseurs, en constatant les maux de la société nouvelle qui se formait, élaborent des sociétés idéales où tout serait parfait et juste, et où l'égalité régnerait. L'un d'eux, **Tommaso Campanella** (1568-1629), imagine la mise en commun des biens et des propriétés dans la *Cité du Soleil*, où le travail cessera d'être une servitude.

« Dans la *Cité du Soleil* », écrit-il, « les besognes utiles, les travaux, les arts et les sciences, les diverses charges sociales, sont répartis de façon égale entre tous les citoyens, et il suffit d'un labeur quotidien de quatre heures ».

Plus tard, au XVIII^e siècle, d'autres portent leur attention sur la naissance d'une nouvelle classe : le prolétariat, « classe la plus nombreuse et la plus déshéritée » : **Saint-Simon, Fourier, R. Owen**, par exemple. Tous avaient saisi l'existence nouvelle du prolétariat et la nécessité qu'il y avait pour eux de s'occuper de ces gens misérables et souffrants ; et ils imaginaient, pour les soulager, des schémas de société idéale. Mais aucun n'avait saisi et analysé la cause profonde de cette misère et la nécessité d'une action politique pour la supprimer. C'étaient des rêveurs, des « utopistes ». Il n'est question que de meilleure répartition des produits entre les consommateurs dans le cadre du régime existant, mais jamais d'organisation nouvelle de la production et de toute l'économie. Ils ne fournissent pas au mouvement ouvrier la doctrine dont il a besoin.

Quant aux ouvriers, au cours de leurs luttes, ils prennent bien conscience de certains problèmes politiques mais l'essentiel de leurs revendications reste tourné vers les questions matérielles, sans une vue d'ensemble du problème. C'est ainsi que, malgré l'attitude de la police lors des grèves, les ouvriers n'aperçoivent pas encore le caractère de classe de l'État et qu'ils font confiance au Préfet ou continuent à délibérer en présence du commissaire de Police. Sur le plan économique, ils n'avaient comme programme que « l'association » ; les ouvriers devraient mettre leurs épargnes en commun, acheter avec cet argent des machines, travailler en commun et devenir les maîtres du marché par le jeu de la concurrence : c'est l'utopie des coopératives de production.

Tirons de cela quelques conclusions ;

1°) Le mouvement ouvrier et l'idée de socialisme n'ont pas existé de tout temps : ils sont liés à l'apparition d'un nouveau régime économique : le capitalisme ; ils sont l'expression de la protestation spontanée contre le capitalisme qui engendre la misère de la grande masse des travailleurs.

2°) Au cours de ses luttes contre le capitalisme, pour revendiquer de meilleures conditions de vie, le mouvement ouvrier n'arrive pas spontanément à la notion du socialisme, il peut aussi bien voir la solution à ses difficultés dans les coopératives de production, ou, plus tard, avec **Proudhon** dans ses mutuelles de crédit.

3°) Réciproquement, la pensée socialiste reste un rêve abstrait en dehors des réalités tant qu'elle en reste à un stade utopique, où l'on cherche seulement à améliorer les conditions de vie des ouvriers sans chercher à comprendre les causes profondes de leur misère en fonction d'un développement historique de la société, dont le capitalisme est une phase après l'esclavage antique et la féodalité du Moyen-Âge. Le socialisme n'est donc pas que l'aspiration généreuse à une société plus juste.

4°) Un problème est posé dès le départ : celui de l'attitude du mouvement ouvrier par rapport au progrès technique : faut-il accepter ce progrès ou essayer de l'enrayer pour revenir aux formes antérieures d'artisanat et de petite propriété individuelle ?

II - ABORDER LES PROBLEMES POLITIQUES AVEC UNE METHODE SCIENTIFIQUE

Marx va opérer, vers 1848, une révolution dans l'histoire du socialisme. Avec lui, le socialisme va cesser d'être une utopie arbitraire inventée par tel réformateur qui aurait pu surgir à n'importe quelle époque ; le socialisme devient une connaissance « scientifique » du mouvement historique, qui va donner un but et un sens précis au mouvement ouvrier.

Notre intention n'est pas de faire un exposé de la pensée de **Marx** : ce serait beaucoup trop long et compliqué, et ce n'est pas notre sujet. Il s'agit seulement, en utilisant certaines acquisitions que nous devons (entre autres) à Marx, de dégager quelques réflexions sur ce que peut représenter aujourd'hui pour nous une « science politique » qui oriente notre action pratique, et plus précisément sur la façon d'aborder les problèmes du socialisme avec une « méthode scientifique ».

1. - Juger des événements en les replaçant dans le mouvement historique

On fait de moins en moins de place dans les programmes scolaires à l'étude d'une histoire bien comprise et beaucoup en oublient dans la pratique la notion d'évolution historique. Fait paradoxal dans une société qui évolue rapidement : on oublie que la société se transforme et peut être transformée plus ou moins radicalement, et l'on imagine volontiers, de façon curieusement moyenâgeuse, que le monde d'aujourd'hui est plus ou moins éternel et qu'il sera toujours bâti sur la même mesure (Réflexions : « Il y a toujours eu des guerres, Il y en aura toujours », « Il y a toujours eu des pauvres et des riches », etc. Il est curieux de recueillir mille propos de ce genre chez l'épicier, au bureau, ou dans le tram).

Au contraire, une action « révolutionnaire » (qui veut transformer le monde, créer une autre société) ne peut pas reposer sur autre chose que sur la notion d'une évolution, d'un mouvement historique du monde et de l'humanité (4). On pourrait, toutes proportions gardées, comparer l'évolution de la société à celle d'un enfant. L'enfant ne peut pas faire n'importe quoi à n'importe quel âge : il lui faut doser les efforts ou les connaissances qu'il peut acquérir selon son degré d'évolution. De même, on ne peut pas faire n'importe quoi à n'importe quel stade d'évolution d'une société : il faut voir les choses dans leur mouvement, et savoir précisément où l'on en est au moment où l'on doit agir.

Exemples - a) Lorsque nous parlons de « classe ouvrière » ou de « classe bourgeoise », nous devons savoir ce que recouvrent exactement ces termes aujourd'hui ; il faut savoir que si la classe « ouvrière » reste bien une réalité, elle n'est plus une réalité identique à celle que **Marx** avait analysée au XIXe siècle, elle a évolué, elle s'est transformée ; nous devons être conscients

* du point de départ

* du processus d'évolution et de ses causes

* du point d'arrivée (aujourd'hui) qui n'est pas définitif.

b) On a beaucoup reparlé depuis quelques années de « 1936 », de l'« unité », du « Front Populaire » sans se rendre assez compte que beaucoup de choses avaient changé depuis plus de 20 ans, et que, dans une situation nouvelle, devaient être élaborés des mots d'ordre nouveaux et de nouvelles formes d'unité. On a souvent vécu sur une nostalgie de « 36 » qui a fait oublier les réalités d'aujourd'hui et qui a conduit à des erreurs d'évaluation et de tactique (voir : rapports PCF-SFIO). (Sans oublier d'ajouter que l'on a abondamment déformé, à travers cela, la réalité de ce qu'a été le Front Populaire = oubli de l'histoire et du mouvement historique),

c) Certains vivent encore dans la nostalgie de la « grève générale », méprisant toute forme de grève plus partielle, sans paraître se demander si les conditions qui ont autrefois rendu possible une telle forme d'action ne se sont pas transformées et n'exigent pas aujourd'hui de nouvelles méthodes de lutte syndicale ou politique.

Ainsi on arrive à vivre sur le passé (« l'histoire » ridiculement comprise comme étant du « passé », sans répercussion sur le présent, donc sans autre intérêt que d'érudition pure), sur des mythes, des nostalgies, en oubliant que le militant révolutionnaire réalise sa volonté de transformer le monde en se saisissant à bras-le-corps des réalités sociales d'aujourd'hui, dans leur mouvement, pour orienter ce mouvement, comme le nageur se laisse porter par le courant en même temps qu'il le maîtrise pour atteindre son but.

2. - Avoir une vue d'ensemble des problèmes

a) « Mondialisation » des problèmes et réalités particulières

* Autrefois on pouvait penser en termes de village, de ville (autonomie des communes), ou de nation (autarcie de la France jusqu'en 1939).

* Aujourd'hui, c'est devenu progressivement de plus en plus difficile depuis le XIXe siècle. La vie de tout le globe est inextricablement mêlée. Exemple : un coup d'État en Egypte ou en Irak peut bouleverser

l'économie de l'Angleterre en lui coupant ses ressources de pétrole. Une insurrection à Cuba suscite des inquiétudes très fortes aux USA, etc.

Par conséquent : 1) L'expérience personnelle ne suffit plus. Autrefois, la sagesse du paysan pouvait reposer sur sa seule expérience concrète de la vie, et être très profonde. Aujourd'hui, il faut passer aussi par une connaissance plus intellectuelle de toutes les choses dont je n'ai pas une expérience directe.

2) Il n'est plus possible à un seul individu d'acquérir une connaissance encyclopédique, à la différence du Moyen-Âge ou de la Renaissance (4) ; la connaissance nécessite un travail plus collectif, d'une communauté d'hommes orientés vers les mêmes buts (ce qui ne diminue pas du tout, au contraire, l'effort personnel).

On ressent donc, à partir de ce premier fait, la nécessité qu'il y a pour nous à connaître très exactement l'évolution générale du monde, les répercussions qu'ont, sur notre situation particulière, les faits internationaux politiques, scientifiques, etc. (Ce n'est pas un hasard si des questions comme le lancement des Spoutniks, la Conférence de Genève, la mort de Foster Dulles ou les questions du Moyen-Orient prennent une telle place dans l'information quotidienne).

* Cela ne doit pourtant pas nous conduire au réflexe que l'on rencontre fréquemment : « *De toute façon nous n'y pouvons rien, cela dépend des Russes et des Américains* », qui est une attitude trop facile de démission. La prise de conscience de la « mondialisation » des problèmes ne doit pas nous éloigner de la connaissance de notre situation particulière, européenne, française, lyonnaise, sur laquelle nous avons une prise directe. Il semble évident que nous ne connaissons pas assez la réalité de nos quartiers et de nos entreprises : les organisations qui font la vie du quartier, les problèmes de logement et d'éducation, la nature des entreprises de la région, l'économie locale, les relations (le marché) de ces entreprises, etc. (5).

Il faut donc concilier ces deux exigences complémentaires : connaissance et des données locales et des données mondiales de notre action, et savoir juger l'importance des unes et des autres avant de se mettre en route. Par exemple, nos discussions sur le Mouvement de la Paix seraient moins passionnées ... et nos positions sur Berlin seraient plus claires si elles étaient introduites plus objectivement sur la base d'une connaissance plus approfondie des réalités locales et internationales.

b) On ne peut pas isoler un fait

Un fait (par exemple : les tortures en Algérie) doit, bien sûr, être d'abord connu et étudié en lui-même, mais on n'a pas fait l'essentiel tant qu'on n'a pas établi les relations, les rapports qui unissent ce fait à d'autres, plus ou moins proches, que nous connaissons. Ne pas établir ces relations, ne pas les comprendre conduit à un jugement faux. Dans l'exemple pris (les tortures), isoler le fait conduit à condamner l'officier qui torture, sans voir plus loin, alors qu'il aurait fallu replacer l'officier à la fois dans sa situation concrète en Algérie et dans le contexte général de la guerre qui conduit à l'emploi de la torture : on est alors conduit à d'autres jugements et d'autres condamnations.

Ainsi, en jugeant sur un fait isolé, on est conduit à des attitudes contradictoires : condamner les tortures mais approuver politiquement les hommes politiques qui mènent la guerre ; condamner telle plaie sociale mais voter Indépendant, M.R.P., ou Radical ; ou défendre une position dans son syndicat et une autre dans son parti, etc.

c) On ne juge pas, dans le domaine politique, en fonction de l'individu, mais des masses

Il n'est pas possible de juger des réalités politiques, et de faire des choix politiques, en fonction des seules réalités particulières, individuelles, que nous voyons autour de nous, et qui ont quelque chance d'être une image faussée de la vérité. « Les gens de mon quartier », ou « les militants de mon usine » sont une matière première de ma réflexion, mais ils ne peuvent être la seule, car ils ne sont pas forcément « représentatifs » des réalités objectives. Il faut aller au-delà.

« La classe n'est pas une réalité toute faite, immédiatement constatable, simple. Seule la théorie des classes permet de comprendre la réalité sociale, ce qui se passe autour de nous. Les classes, dans la société moderne, ne sont pas immédiatement visibles. La société dans laquelle les classes sont indiquées par des insignes extérieurs (comme autrefois le cheval et l'épée de la noblesse) est une société de « caste », forme particulière et cristallisation d'une société divisée en classes. Sous la monotonie apparente de la vie sociale, sous les vêtements et les revêtements, le regard attentif discerne aujourd'hui les classes : petits-bourgeois,

ouvriers, etc. Mais, pour atteindre et définir cette réalité, il faut soulever un voile ; les rivalités des individus, les sentiments multiples qui ne les relient qu'en les opposant les uns aux autres, dissimulant souvent à l'observateur et à eux-mêmes la classe, dont ces individus font partie. Même dans la société actuelle se développe un ensemble d'apparences qui trompe l'observateur superficiel, volontairement dupe. Pour des raisons objectives et nombreuses, cette société apparaît comme un continu social : comme un empilement de « strates ». Les classes semblent disparaître. Et c'est là-dessus que jouent ceux qui, pour la défense des intérêts de la classe dominante, nient l'existence de la classe ou des classes dominées, ou des classes en général - et travaillent pratiquement à les disperser en individus, en groupes concurrents, et à paralyser leur conscience de classe » (6).

3. - Il faut donc passer à une explication scientifique générale des choses. En quoi consiste-t-elle ?

L'apport de **Marx** au XIXe siècle a consisté principalement en ceci : il a remplacé une critique sentimentale anarchique du capitalisme par une critique scientifique qui démontrait le mécanisme de l'exploitation capitaliste et expliquait la raison de la misère des ouvriers (7).

Il est bon de rappeler que lorsqu'il introduisit par exemple, dans une discussion, sa distinction entre le « travail » et la « force de travail » (8), il fut accueilli par des injures par ceux qui s'appelaient les « Communistes égalitaires » et qui traitèrent Marx de « savant arrogant », d'« intellectuel », ou encore de « théoricien » dont il fallait « se méfier », réaction ouvriériste à laquelle Marx répondait justement : « *On trompe le peuple en l'agitant sans fonder son activité sur des bases solides. S'adresser aux ouvriers sans avoir des idées scientifiques, c'est transformer la propagande en un jeu absurde, sans scrupule ; cela suppose d'une part un apôtre absurde brûlant d'excitation, et de l'autre des ânes absurdes l'écoutant la gueule ouverte* » (9).

En quoi consiste donc cette attitude scientifique en politique ?

A. Insuffisance de certaines conceptions « socialistes ».

Une attitude politique « scientifique » commence par une critique d'attitudes spontanées que nous avons tous, les uns ou les autres, mais qu'il nous faut, à un moment donné, raisonner et modifier consciemment.

J'imagine des militants s'énervant ou se décourageant en lisant cela : « On se fiche de nous ; Si c'est ça le Parti ! On n'est pas venus pour ça, et puis c'est trop difficile, pour nous ! ». Bien sûr : ils ont peut-être l'impression de ne pas retrouver dans ces mots de « science », de « raison », etc l'aspiration originelle fondamentale qui les a poussés à adhérer au Parti : la volonté de lutter contre la misère, contre la guerre d'Algérie, contre l'exploitation de l'homme par l'homme. Là doit être le point de départ, sinon la « politique » n'est plus qu'une question de « carrière », d'« arrivisme ». Mais le Parti a pour but d'organiser cette protestation pour la développer et la faire aboutir à un changement. Pour cela, il faut apprendre, connaître, réfléchir, pour agir plus efficacement.

Revenons à notre critique du « socialisme » spontané. Retenons-en trois aspects :

a) Critiquer les utopies

Insuffisance de toute option « socialiste » qui ne serait qu'une utopie généreuse, une volonté vague de vivre autrement, un désir mal formulé d'un autre monde. C'est un aspect de la pensée socialiste, mais il faut savoir critiquer ces utopies, sinon c'est le « socialisme des rêveurs » qui peut mener à toutes les mystifications : le rêve du bonheur pour tous par le progrès technique, par exemple. (10).

b) Le socialisme « clérical »

Une autre variante du socialisme est celui que l'on pourrait appeler « socialisme clérical », c'est-à-dire le propre de gens qui diraient : « je suis socialiste parce que chrétien, ou parce que bouddhiste ».

Exemple : ceux qui voient dans la *Bible* des références au socialisme.

Peut-être ont-ils raison de voir dans leur croyance une raison supplémentaire d'être socialistes ; peut-être est-il vrai, pour le croyant chrétien ou bouddhiste, que croire en son dieu implique que l'on croie à l'avenir du socialisme.

Mais ce n'est pas là une raison suffisante pour fonder une lutte politique dans un monde qui est loin de se rallier entièrement aux raisons du chrétien ou du bouddhiste.

C'est, sur le plan politique, un raisonnement analogue à celui qui dirait : « je crois que la terre est ronde parce que c'est dans le catéchisme ». Non, je crois que la terre est ronde parce que l'expérience scientifique des géographes et des astronomes a démontré qu'elle l'était, à ma raison.

Cette façon de fonder le socialisme est une attitude semblable à celle des chrétiens qui condamnaient **Galilée** lorsqu'il disait que la terre tournait autour du soleil, au nom de prétendus textes bibliques, ou qui condamnent la théorie de l'évolution au nom de l'histoire d'Adam et Ève, ou qui condamnent aujourd'hui le socialisme au nom d'un dogme catholique. Nous appelons cela du cléricanisme.

Dire « socialiste parce que chrétien », c'est faire du cléricanisme socialiste ou cléricanisme de gauche. Il est aussi critiquable que l'autre, il faut fonder le socialisme sur des raisons plus objectives.

c) Le socialisme n'est pas une idéalisation de la classe ouvrière

Nous avons déjà fait allusion à l'« ouvriérisme ». De telles réactions ouvriéristes ont existé normalement de tout temps dans le mouvement ouvrier ; elles ont souvent suscité à l'extérieur des méfiances : il y a des gens qui s'imaginent que les socialistes veulent transformer le monde pour le refaire à l'image des ouvriers tels qu'on les connaît aujourd'hui. C'est absurde : ce que veulent les socialistes, loin d'idéaliser la classe ouvrière, c'est créer une société où il n'y ait plus de classe ouvrière ; on n'adore pas ce qu'on veut supprimer. Lorsque nous affirmons donc que la classe ouvrière est le moteur de la lutte pour le socialisme et que le Parti doit permettre son expression y compris dans ses couches les plus basses culturellement, gardons-nous de laisser croire pour autant que nous considérons, les « couches les plus basses » du pays comme l'idéal et le type d'homme à promouvoir. C'est un autre type d'homme que veut promouvoir la lutte socialiste. Le contraire ne serait qu'un grossier paradoxe, et la négation de tout ce que l'on a appelé « l'aliénation » de l'homme en régime capitaliste. La véritable divergence est entre ceux qui ne pensent à construire un nouveau Parti socialiste qu'à partir des « élites » actuelles, et ceux qui estiment qu'il faut passer par une promotion politique et culturelle de la masse des travailleurs : on ne fera pas le socialisme « pour eux », ils seront amenés à le faire eux-mêmes, ou alors on s'acheminera vers une solution « technocratique » aux problèmes du capitalisme, assez proche de ce qu'ont décrit certains romans d'anticipation (11).

Ce fait aussi devrait être un appel pour les militants à élever leur niveau de culture et de réflexion par un travail régulier, avec l'aide du Parti.

B. Qu'est-ce qu'une science ?

Prenons tout de suite un exemple : les expériences de Pasteur sur la « génération spontanée », en 1864.

À cette époque encore, beaucoup de gens, même des savants sérieux, croyaient à une génération spontanée des êtres, ainsi formulée par un médecin : « *Si l'on comprime une chemise sale dans l'orifice d'un vaisseau contenant des grains de froment, le froment sorti de la chemise sale, modifié par l'odeur du grain, donne lieu à la transmutation du froment en souris après vingt et un jours environ* ».

Pasteur va montrer que cette génération nouvelle (fermentation, etc.) est toujours due à la présence de « germes » et non à une sorte de miracle. Pour cela, il réalise des « expériences » : il met un liquide dans des vases différents, les uns ouverts à l'air, où les germes peuvent se déposer, les autres ouverts mais de façon que les germes ne puissent pas atteindre le liquide préalablement bouilli ; et il montre facilement que dans les premiers il y a fermentation, alors que dans les deuxièmes le liquide reste pur.

Comment a donc procédé Pasteur ?

a) Il acquiert d'abord une connaissance des faits (les expériences faites ; ce qu'on a dit de la question ; les expériences qu'il fait lui-même, etc.).

b) Il analyse ces faits, et il conclut : « Il n'y a pas de génération spontanée ». Donc, à partir d'expériences en nombre limité, il arrive à une conclusion générale ; il généralise.

c) Par là, il acquiert une puissance, une domination sur la matière étudiée. À partir des expériences de Pasteur, on pourra isoler un certain nombre de germes, donc lutter contre certaines maladies, les guérir.

Ainsi procède la démarche scientifique. On peut penser à beaucoup d'autres exemples : comparons la réaction spontanée du malade, impuissant à lutter efficacement parce qu'il ne connaît pas la cause de son mal, et la réaction du médecin qui a appris à détecter la maladie et à la guérir (Pas toujours ! : la science évolue et est loin d'être achevée). Pensons, sur un autre plan, à ce fétichisme de l'or dont les Espagnols eurent tant à se plaindre : on a longtemps cru que la monnaie représentait en elle-même une richesse, d'où les recherches des alchimistes, la course aux mines d'or, etc. Or, lorsque les Espagnols eurent découvert en Amérique des quantités d'or, ils estimèrent que maintenant, ils étaient riches ; ils cessèrent de travailler, croyant que l'or était en lui-même une richesse ; bien vite ils furent ruinés : ils ne savaient pas que l'or n'a qu'une valeur d'échange (que l'on a pu remplacer sans difficulté par des billets de papier). Ils n'avaient pas une connaissance scientifique de la monnaie : c'est ce qui les a ruinés.

C. Appliquer une méthode scientifique au domaine économique et politique

'Ne sommes-nous pas parfois inconsciemment portés à croire à un « socialisme spontané », comme d'autres ont cru à la « génération spontanée » ? Comme Pasteur, nous avons à faire des analyses, des réflexions, des expériences pour savoir comment faire naître le socialisme ; en d'autres termes, nous avons besoin d'une doctrine économique, politique, sociale, scientifiquement étayée et constamment vérifiée à partir des faits. C'est une telle doctrine que **Marx** avait construite, il y a un siècle, et que nous devons refaire aujourd'hui à partir de nos réalités contemporaines.

Cela suppose, d'une part un travail de réflexion personnelle de chaque militant, d'autre part des structures de Parti adaptées.

4. - Quelques précisions

Nous avons parlé de « science politique », de méthode « scientifique » pour arriver au socialisme, d'attitude politique « scientifique ». Précisons pour terminer : 1) que « doctrine » ne veut pas dire une sorte de catéchisme politique auquel il suffirait de se référer pour réussir une opération politique ; 2) qu'il ne peut s'agir pour notre nouveau parti d'adopter une doctrine toute faite et de la plaquer artificiellement sur son action pratique. Il s'agit de prendre conscience de la nécessité de cette réflexion doctrinale individuelle et collective, et c'est à partir d'une expérience et d'une action qui iront en s'étendant que nous forgerons cette nouvelle doctrine.

En effet :

a) Qui dit « science » ne dit pas « infailibilité »

La science n'est pas un absolu définitivement achevé et parfait ; la science évolue et les connaissances scientifiques changent et se transforment constamment : quoi de commun entre l'idée qu'on se faisait de la matière il y a un peu plus d'un siècle ((la matière immobile, statique), et celle que l'on s'en fait aujourd'hui (la matière composée d'atomes en mouvement, etc.) ?

Cela est d'autant plus vrai lorsqu'il s'agit, non plus de sciences « exactes », mais de « sciences humaines », de « science politique ».

b) Il n'y a pas « science » sans « action »

La « science politique » implique l'action politique de masse.

Quel serait l'intérêt d'une science chimique abstraite s'il n'y avait pas d'industrie chimique, qui applique cette science, et en même temps la développe, la pousse à de nouvelles découvertes, l'universalise aussi (en l'appliquant à d'autres domaines : la médecine, etc.) ? On peut dire qu'une science ne se développe vraiment que lorsqu'elle est poussée par des besoins sociaux impérieux : ainsi il paraît que les anciens Grecs avaient trouvé le principe de l'application de la vapeur à la production de l'énergie, mais ils ne s'en sont pas servi, et l'invention est tombée dans l'oubli, car les Grecs avaient des esclaves : aucun besoin de machine à vapeur.

Il en est de même de la science politique. Elle n'a de sens qu'en liaison avec une action politique ; elle ne peut pas rester abstraite, gratuite ; elle ne vit et ne se développe que si elle est poussée par des militants avides de comprendre et d'étudier.

c) « La force des choses »

Enfin, il faut ajouter que la « science politique », – de même qu'elle ne peut remplacer l'action des masses, mais ne fait que l'exprimer, la rationaliser, l'orienter – est souvent bouleversée et dépassée par l'évolution des rapports de force ; elle ne reste jamais que « relative » ; elle est un moyen, une méthode absolument nécessaire, même aux militants de base, jamais un but et un tout en elle-même. **Henri Lefebvre** exprime bien cette idée à propos de la période 1936-1939 :

« Dès 1937, la politique internationale prenait une analogie de plus en plus grande avec un poker forcené. Qu'elle était loin l'illusion d'une politique scientifique, d'une certitude politique fondée sur une analyse rationnelle des rapports de force, et d'une distinction rigoureuse entre le jeu et l'action ! Il y avait des chances, quelques chances, d'éviter la guerre, et beaucoup de chances que la guerre fût proche. Il ne pouvait être question que de probabilités. Comme au jeu. On jouait donc. On pariait pour la paix ou pour la guerre, en connaissant certaines cartes de l'adversaire, en ignorant les autres, la guerre pouvant d'ailleurs se représenter comme l'instant où « l'autre » cesse de jouer et veut faire main-basse sur les énormes enjeux sans avoir gagné, instant improbable selon la règle du jeu, mais très probable dans un jeu où l'adversaire n'admet la règle que si elle lui sert » (12).

La vie est première.

d) Un exemple : l'U.R.S.S.

Il est indéniable que **Marx** a voulu – et il y a sans doute largement réussi – élaborer une théorie scientifique de la lutte des classes pour le socialisme, une méthode d'analyse des réalités qui, dialectique, rende compte de leur évolution profonde.

Pourtant – ou plutôt : en tant même que « savant » – **Marx** n'a jamais pensé qu'il était infaillible et qu'il fallait considérer comme parole d'évangile le moindre de ses mots. Cette absence d'infaillibilité ne remet nullement en cause la nécessité d'une « science » de l'action politique ! et elle n'est gênante que pour les « dogmatiques » pour qui, comme disait quelqu'un, « la citation est le plus court chemin d'une pensée à une autre ».

Un bon exemple de ceci est le développement de l'U.R.S.S. **Marx** avait pensé que la révolution se ferait d'abord dans les pays européens techniquement les plus avancés (Allemagne, Angleterre), et ayant « une tradition de démocratie bourgeoise » que remplacerait une démocratie socialiste supérieure. Bien plus, il semble que, vers 1890, **Engels** ait déconseillé aux communistes russes de s'orienter vers une révolution socialiste, alors qu'ils n'étaient pas passés par un stade de développement capitaliste.

Or, que s'est-il passé ? La révolution socialiste s'est faite d'abord en Russie, c'est-à-dire dans un pays :

- où le capitalisme était beaucoup moins développé qu'ailleurs en Europe ;
- où il n'y avait pas de tradition démocratique, même bourgeoise.

Par ailleurs, contrairement à la thèse de la révolution mondiale, la révolution russe est restée isolée et n'a pas été suivie par les prolétariats allemand, français, italien, etc.

C'est bien là le meilleur exemple que la « science » politique ne peut pas être figée, définitive, absolue, mais qu'elle évolue, comme toute science, en fonction des réalités sociales en mouvement, s'enrichissant et s'approfondissant sans cesse, et trouvant parfois des applications pratiques imprévues.

Cela nous dicte, sur ce problème particulier de l'U.R.S.S., un type d'attitude qui condamne aussi bien l'anti-soviétisme systématique (comme dit **Lefebvre**, « l'anti-stalinisme de principe est aussi bête que le stalinisme » (13) que l'attitude consistant à se référer constamment à l'U.R.S.S., à en faire le « modèle », le « guide », « l'exemple », etc. L'U.R.S.S. est une expérience socialiste très importante qu'il faut connaître et analyser en tant que telle et dans toutes ses conséquences.

Mais nous avons notre propre but à déterminer, en fonction d'une analyse objective, scientifique des réalités sociales qui sont les nôtres. L'U.R.S.S. est une expérience de socialisme, la première, mais elle n'est pas le socialisme, et sa présence ne saurait remplacer notre propre effort de pensée, d'action et d'organisation.

CONCLUSION : SOCIALISME et LAÏCITÉ

En conclusion :

1°) Il est nécessaire pour le militant, en tout premier lieu, d'étudier de façon rationnelle, scientifique, les réalités sociales dans leur mouvement historique. Sinon, on s'abandonne vite à des mythes qui viennent compenser les déceptions et les échecs : pour les uns le racisme, l'antisémitisme, le nationalisme ; pour d'autres, le socialisme sans douleur et sans problèmes de l'U.R.S.S., l'unité sentimentale de la classe ouvrière (14), etc. 2°) Cette science politique ne peut pas se figer dans un dogme : elle doit exprimer la réalité dans ses changements ; c'est plus une « attitude scientifique » devant la réalité que la possession définitive d'une connaissance ; c'est une méthode et non une philosophie ou une religion.

Et on peut se demander, pour finir, si cette attitude scientifique devant les faits n'est pas l'essentiel de la laïcité dans notre Parti.

La laïcité est « tolérance », c'est vrai, si l'on entend par là que l'on distingue bien les domaines : celui de la philosophie (ou de la religion), et celui de l'action politique ; et que le Parti ne se reconnaît pas le droit d'intervenir dans la vie religieuse ou personnelle de ses membres. Cela demanderait d'ailleurs à être longuement précisé. Ce n'est pas notre sujet.

Mais si la laïcité n'était que « tolérance », loin d'être un progrès, elle serait une régression d'un siècle en arrière vers une laïcité à la **Jules Ferry**, selon laquelle par exemple un maître, avant de parler, devait se demander « *s'il se trouve un seul honnête homme qui puisse être froissé de ce qu'il va dire* », « *si un père de famille peut refuser son assentiment à ce qu'il va dire* ». Ceci conduit à mettre entre parenthèses un certain nombre de problèmes-clés sous prétexte de ne choquer personne.

Cette laïcité avait un sens progressiste au siècle dernier : lorsqu'il fallait détacher l'État et l'école de l'idéologie féodale imprégnée de catholicisme et souvent confondue avec lui. Aujourd'hui il faut refaire le même travail vis-à-vis de la bourgeoisie dont l'idéologie imprègne les structures de l'État, de l'école et de la société en général. Pour cela, **Jules Ferry** ne nous suffit plus : il nous faut « *une laïcité ouverte qui tienne compte des changements radicaux qui interviennent dans la société et qui s'oppose à ce qu'on pourrait appeler avec **Jaurès** une laïcité captive et refroidie* » (15).

Sur le plan du Parti, la « tolérance » est certes nécessaire, en tant que distinction des domaines philosophiques (ou religieux) et politiques ; mais elle reste négative si elle ne conduit pas à un accord sur une analyse objective scientifique qui nous réunisse à longue échéance sur des buts économiques et politiques communs, quelles que soient par ailleurs les options de chacun.

C'est le sens de la phrase, tant citée dans la Fédération, qui disait que « *le mouvement ouvrier, dans sa majorité, a été jusque là animé par une philosophie athée ; il nous appartient de la remplacer par le principe de laïcité* » (16) ; le Parti, en tant que tel, ne peut pas se prononcer pour ou contre une philosophie athée ou religieuse, et notre originalité est précisément d'affirmer, contrairement à la tradition socialiste, que socialisme et athéisme ne sont pas indissolublement liés et rien ne nous dit qu'il soit nécessaire de passer par l'athéisme pour instaurer le socialisme.

C'est donc en tant que Parti le principe de laïcité qui doit nous guider : le souci d'étudier rationnellement, scientifiquement, avec méthode, les réalités sociales sur lesquelles nous voulons agir pour les transformer. Nous pouvons, sur cette base, entraîner la masse des travailleurs dans notre lutte révolutionnaire.

NOTES :

- (1) reproduit depuis à part dans une brochure des Editions Sociales : *Matérialisme dialectique et matérialisme historique*.
- (2) K. Marx, *Le Capital*, Ed. Sociales, Livre I, Tome II, p. 28, 49, 50.
- (3) Contrairement à ce que l'on croit quelquefois, cette notion n'a rien de spécifiquement matérialiste. Affirmée par des matérialistes (Darwin, Marx ...) elle l'a été avec autant de force par des théologiens comme Newman, Teilhard de Chardin et beaucoup d'autres.
- (4) - On dit qu'un jeune savant du XV^e siècle (Pic de la Mirandole) possédait à peu près toutes les connaissances scientifiques et philosophiques de son temps, parlait une vingtaine de langues, etc. Serait-ce possible aujourd'hui ?
- (5) - C'est un travail qu'a commencé pour Lyon la Commission Économique Fédérale ; on ne peut que l'encourager à poursuivre dans ce sens.
- (6) Henri Lefebvre, Pour connaître la pensée de Karl Marx, pp. 53-54.
- (7) Nous renvoyons ici aux cours de formation fédéraux qui ont développé ces questions.
- (8) L'ouvrier ne vend pas son travail mais sa force de travail, distinction capitale sur laquelle repose en partie la critique économique de l'exploitation capitaliste.
- (9) Cité par H. Lefebvre. Pour comprendre la pensée de Karl Marx, p. 146.
- (10) Les thèses d'André Philip sur le socialisme comme idéal moral contiennent une ambiguïté du même type. Cf. : Perspectives Socialistes, n° 24, Mai 1959, p. 15, note 1.
- (11) Cf. par exemple : R. Bradbury, Fahrenheit 51.
- (12) H. Lefebvre, La Somme et le reste, p. 485.
- (13) Cf. Ibid. p.497.
- (14) Cf. sur ce point une étude déjà parue : Transformations de la classe ouvrière, mythe et réalités, par Colette Guichard.
- (15) Cette citation, de Jean Bruhat, est extraite d'une étude parue dans « Laïcité et paix scolaire » (éditée par la Fédération protestante de l'enseignement). Cet ouvrage est cité à plusieurs reprises dans l'excellente étude de Melle Singer, Le contenu social de la laïcité, parue dans Syndicalisme Universitaire, organe bimensuel du S.G.E.N. (C.F. T.C.), n° du 30.1.1959.
- (16) - Chazalettc, Guichard, Tamburini, - Pour un parti révolutionnaire ..., p. 21.

Chapitre I.3

Un nécessaire approfondissement théorique

Chrétiens pour le socialisme Quel christianisme ? Quel marxisme ?

Les 4 et 5 décembre derniers, à Paris, 250 camarades se sont retrouvés pour participer au Colloque « Chrétiens pour le Socialisme : quel Christianisme ? Quel Marxisme ? » C'est un succès d'autant plus net que des problèmes d'organisation avaient rendu plus difficiles l'annonce et la préparation de ce colloque. Il semble donc que les sujets proposés aient, incontestablement, répondu à une attente et recoupé la recherche actuelle de beaucoup, isolés et groupes.

Ceux qui avaient pris l'initiative de cette rencontre - et qui sont, en même temps, les premiers signataires du projet de « plateforme C. P. S. » publié dans un numéro récent de *la Lettre* (n° 218, octobre 1976) - avaient, en effet, choisi de consacrer l'essentiel des débats de ces deux jours à un travail d'approfondissement théorique. Non pour le vain plaisir de jouer avec des concepts, - encore moins avec le sombre propos de recréer, au profit de quelques clercs, le monopole du savoir et du pouvoir qui existe dans l'Eglise officielle, mais tout simplement avec la conviction que c'est au niveau théorique que se joue et se jouera de plus en plus la bataille engagée parmi les chrétiens. Le projet de Plateforme le disait : dans l'introduction, que nous reproduisons, **Jean Guichard** l'a répété. La pratique en donne une confirmation quotidienne. .

Bien entendu, cet approfondissement théorique, - notamment le projet de lecture matérialiste de l'Ecriture - ne va pas sans problèmes et sans risques. Le Colloque a, justement, mis l'accent sur deux d'entre eux. Le premier concerne la difficulté, qui n'est évidemment pas la même pour tous, - ouvrier ou intellectuel - de s'approprier les outils nécessaires au travail proposé. Mais l'issue, ici, n'est pas dans l'abandon du projet : elle est dans des initiatives, comme celle prise à Nantes, donnant la priorité à une avancée commune, même si elle doit être plus lente.

Le second risque concerne l'écart possible entre la réflexion théorique et la pratique quotidienne. **Lacan, Derrida, Greimas, Julia Kristeva** : quels rapports avec les combats de chaque jour ? C'est vrai. Mais si l'objectif reste clair : théorie inséparable de la pratique, faut-il, pour autant, condamner toute recherche qui n'a pas une utilité immédiate et évidente ? Le détour théorique ne peut-il être, parfois à terme, payant et efficace ? Le débat en tout cas a été engagé: il faudra le poursuivre.

Malgré ces difficultés, le bilan du colloque a été positif. Certes, il a permis une confrontation et une mise en commun plus qu'une avancée proprement dite. C'était inévitable. Reste que des pistes nouvelles ont été ouvertes et des éléments apportés qui doivent favoriser le développement de ce qui a été déjà entrepris et la création de nouveaux groupes, là où ils n'existent pas encore. La présence, en même temps, parmi nous, d'un ami comme **Jean Chesneaux**, l'un des animateurs du « Forum Histoire », manifestait la convergence de notre recherche avec d'autres, sur un champ plus vaste, mais d'un même esprit.

Nous n'avons, volontairement, consacré qu'une partie très réduite du colloque au débat C. P. S. proprement dit. Toutefois, au cours de la soirée du samedi, des camarades venus spécialement d'Italie, d'Espagne, du Portugal ou séjournant en France, ont donné une information très intéressante sur la situation de leurs pays respectifs et sur l'insertion des C. P. S. dans les batailles en cours 1). Les prochaines assemblées C. P. S. qui se tiendront en Italie et en Espagne auront une grande importance pour l'avenir du mouvement en Europe. Quant à la France, l'échange qui a eu lieu à la fin de l'assemblée, sur la confrontation des deux plateformes proposées et sur les problèmes tactiques et stratégiques, a été nécessairement bref mais utile. Il sera, éventuellement, prolongé par une autre assemblée qui pourrait se tenir en février ou mars 1977. Pour la préparer et rassembler les informations nécessaires, un

secrétariat provisoire a été constitué par les premiers groupes signataires du texte « Pour une Plateforme sans ambiguïté ». En voici l'adresse : « C.P.S. - Lettre, 68 rue de Babylone, 75007 Paris. Bien entendu, ce secrétariat est ouvert à tous ceux qui, d'accord sur l'orientation proposée, sont intéressés par le lancement éventuel des C. P. S. en France.

J.C. (Jacques Chatagner).

Intervention de Jean Guichard

Je vais donc introduire les travaux de ce colloque. Un colloque, ça consiste à parler ensemble, mais l'habitude - ou la nécessité - veut que ça commence par un monologue ... Ce que je voudrais faire simplement, c'est essayer d'expliquer ce qu'on a voulu faire en centrant un jour et demi de débats sur des problèmes apparemment très théoriques. Si j'en crois certaines réactions, – en discutant dans les couloirs avec des amis –, ces débats théoriques peuvent apparaître à certains comme loin des problèmes pratiques et politiques et des luttes militantes qu'ils ont à régler. Alors, en introduction, il faudrait chercher en quoi cette optique, que nous avons choisie, nous paraît déterminante pour l'avancée des luttes politiques et militantes. Il faudrait expliquer pourquoi ce travail théorique apparaît aujourd'hui non pas comme la nécessité d'un groupe d'intellectuels, de journalistes oisifs qui auraient des exposés à caser ou de profs qui auraient eu des conférences refoulées, mais bien comme un besoin qui naît au coeur de la lutte. C'est pourquoi les travaux seront poursuivis à Lyon, à Nantes, etc. La structure même de notre colloque confirmera cette exigence de pratique.

Une nécessité politique : la lutte idéologique

Je pars d'une histoire qui m'est venue de mes relents de culture italienne : c'est la façon dont Dante écrit la *Divine Comédie*. Cette comédie, on l'a appelée comédie, parce que c'est une histoire qui finit bien. Ce qui n'a pas empêché un censeur de l'époque de Marx d'interdire la traduction de cette œuvre en Prusse, parce que, disait-il, il ne faut pas parler de façon comique des choses divines. Qu'est-ce qu'il fait dans cette divine comédie ? Eh bien, il se trouve, dit-il au début, au milieu du chemin de sa vie, perdu dans une forêt obscure car il avait perdu la voie droite, le droit chemin. Il est au pied d'une colline, perdu dans une forêt au fond de la vallée ; en haut de la colline, il voit briller le soleil. Alors il essaie de s'en sortir. Il est arrêté par trois bêtes redoutables : un lion, un guépard et une louve qui l'empêchent de monter à la cime de la colline, là où il y a le soleil ! Et vient l'aider Virgile (envoyé, bien sûr, par une femme bienfaisante), qui va lui faire faire tout un voyage dans l'enfer, le purgatoire et d'autres suivront pour le paradis, avant d'atteindre la vision du soleil. Que se passe-t-il dans ce voyage ? Eh bien Dante reprend contact avec tout son passé : le passé de sa famille, le passé de sa ville, le passé de ses luttes politiques. Il reprend contact avec toutes les théories philosophiques, politiques et avec toutes les luttes auxquelles il avait été mêlé et auxquelles ses ancêtres avaient été mêlés avant lui. Et en somme ce voyage à travers l'enfer, le purgatoire et le paradis, c'est-à-dire cette réappropriation de tout son passé historique, politique, intellectuel, philosophique, théologique, etc. est une nécessité pour qu'il puisse atteindre son objectif. Et tout au long de son voyage, en particulier en enfer, il est arrêté par des diables affreux qui veulent l'empêcher précisément de retrouver ce passé, de se le réapproprier et de comprendre de quoi il s'agissait, pour pouvoir aller plus loin, vers son objectif.

Cette histoire me paraît assez significative de notre position. Il est bien évident que le soleil qui brille en haut de la colline est le pur soleil du socialisme auquel nous visons ; que nous sommes peut-être encore perdus dans une forêt obscure, - est-ce au milieu du chemin de notre route vers le socialisme ? est-ce avant ? est-ce après ? je ne sais pas. Mais il est certain aussi que sur la voie directe qui mènerait au socialisme nous rencontrons des bêtes horribles et immédiatement identifiables : le lion, appelez-le comme vous voudrez ; appelez-le ... Chirac par exemple. La louve ? Ponia, si vous voulez, (moi j'ai quelque faible pour Lecanuet et pour ce genre de bête, mais c'est tout subjectif). Vous pouvez voir qui sont les trois bêtes sur la voie directe. Je crois qu'au-delà de ces bêtes immédiatement identifiables, tous, dans nos luttes militantes, nous rencontrons tous ces diables, qui cherchent, au long du chemin à nous interdire la réappropriation de notre passé, la réappropriation d'une culture qui a été et qui est systématiquement niée et tuée, et qui nous laissent désarmés devant nos adversaires de classe. Cette histoire de Dante situe très exactement notre problème.

Au fond, dans toute la tradition du mouvement ouvrier et du mouvement socialiste, est apparue très clairement, pour des raisons immédiatement compréhensibles, la nécessité de la lutte de type syndical, de la lutte de type politique et économique. Il est souvent apparu de façon beaucoup moins claire - et ça a été traditionnellement un enjeu de lutte dans le mouvement socialiste -, que très souvent des luttes économiques et politiques étaient arrêtées dans leur mouvement, bloquées et finalement réintégrées dans le système social qu'elles visaient à transformer ou à détruire, tout simplement parce que l'adversaire s'était logé aussi ailleurs, à savoir dans le cerveau même des travailleurs, dans leur conscience même. Et c'est à partir de là que l'idée même de pousser plus loin un certain nombre de conquêtes sociales et politiques, un certain nombre de luttes révolutionnaires apparaissait bloquée. Je crois que, maintenant, du fait même de l'évolution des luttes politiques, on atteint aussi ce niveau de conscience qu'il n'y a pas d'avancée de lutte sans qu'une bagarre soit menée, aussi et en même temps, sur le terrain de la conscience ou des formes de conscience dans lesquelles les travailleurs sont moulés depuis leur première éducation familiale, scolaire, puis militaire et - j'y insisterai plus tout à l'heure - religieuse. Autrement dit, la conscience vient maintenant de façon, très claire, qu'au-delà même des trois bêtes auxquelles on se heurte immédiatement, il faut tout au long du chemin et de façon permanente, engager la lutte contre ces diables. Sinon cette réappropriation - qui est une des conditions de l'arrivée au but - devient impossible. Et je rappelle simplement que, dans des pays voisins des nôtres, c'est là un enjeu qui est saisi depuis très longtemps. Et pas seulement au niveau des intellectuels, mais également au niveau des travailleurs. Il serait intéressant, en particulier, d'évoquer tout le travail qui est fait dans une ville comme Turin, sur les plans idéologiques et culturels autour du syndicat unifié des travailleurs de la métallurgie. La conscience y est très claire maintenant que, sans ce travail culturel, il n'y a pas de possibilités de pousser plus loin les luttes syndicales. Ce thème de recherche est né plus particulièrement dans la culture italienne. Ce n'est peut-être pas étranger au fait de l'implantation de la culture religieuse dans ce pays, mais c'est une conscience qui est née là-bas depuis longtemps. Je rappelle ce que disait Gramsci là dessus : « *Si nous ne savons pas d'où nous venons, il est impossible de comprendre où nous allons* ». Toute une partie de son travail théorique a été orientée sur ces problèmes : D'où venons-nous ? Quelle est notre histoire ? Inversement, un des grands conseils politiques de Machiavel, très bien suivi par toutes les bourgeoisies nationales, a toujours été : « *Efface, dans la tête des habitants des pays que tu veux conquérir, toute trace de la culture antérieure, toute trace de leur passé ; c'est une condition indispensable pour que tu puisses les dominer* ». Dans la pratique de la conquête coloniale, c'est un précepte que nous avons su souvent très remarquablement appliquer. Alors voilà un peu l'enjeu qui est à la base de l'organisation de cette rencontre : essayer de faire avancer un certain nombre de questions touchant d'une part à la réappropriation de notre propre histoire, d'autre part aux modes de lecture des textes qui sont considérés comme fondant cette histoire, et, enfin j'en dirai deux mots plus précis tout à l'heure, des questions de symboles, de langages symboliques et plus spécialement de liturgie. Retrouver la face cachée de notre histoire

En ce qui concerne les chrétiens, se pose d'abord un problème d'histoire, identique à celui que rencontrent tous les travailleurs des pays capitalistes. Les travailleurs apprennent à l'école l'histoire de France, histoire unique à l'intérieur de laquelle ils intériorisent la conscience qu'ils font partie du même groupe social et de la même nation ; qu'ils ont les mêmes intérêts que ceux dont on raconte l'histoire et qui est avant tout l'histoire des rois à une certaine époque et, de façon générale, l'histoire des classes dominantes. Dans cette histoire, les travailleurs n'ont pas de place, non plus que les paysans. Ce qui apparaît, c'est que lorsqu'ils n'ont plus de place dans leur propre histoire et dans leur propre conscience, eh bien, ils sont beaucoup plus paralysés, quand il s'agit de prendre conscience de leur identité, de leurs intérêts et des luttes qu'ils ont à mener.

Dario Fo, l'acteur italien qui s'est un peu spécialisé sur ces questions et qui fait du théâtre à partir de ça, raconte qu'un jour, il était à Lucques où il y avait une grève des ouvriers du textile. Et des intellectuels de Lucques travaillaient avec les ouvriers du textile en grève. Et pour essayer de leur redonner des motivations plus profondes, ils leur avaient raconté les luttes qui avaient été menées traditionnellement dans l'industrie textile anglaise. Et Dario Fo raconte que, dans ce type de débats où les ouvriers de Lucques étaient un peu perdus, car c'étaient pour eux des débats abstraits, il a été étonné de constater que ces jeunes intellectuels révolutionnaires ignoraient complètement que, dans toute la période de la Renaissance, il y avait eu des luttes extrêmement dures et qui avaient débouché souvent sur des conquêtes très importantes. Mais personne ne le savait. Alors ils leur parlaient des ouvriers de l'industrie textile anglaise. Ce qui pour eux était parfaitement abstrait. Et Fo raconte que, quand il est intervenu pour dire : « *Mais vous avez ici une tradition de luttes dans vos propres familles, dans votre propre ville* », ça a beaucoup intéressé les travailleurs de l'industrie textile parce que, disait-il, ils prenaient, à travers ça, une dimension historique. Ils se rattachaient à quelque chose qui avait existé avant eux et à un courage de lutter qui s'était déjà manifesté avant eux et avait conduit à des succès de leur propre classe.

Il y aura toute une partie de notre travail qui sera consacré aux problèmes d'histoire, mais plus particulièrement centrée sur les questions d'histoire de l'Église. Car je crois que pour les chrétiens, c'est le même problème : On leur a écrit une histoire de l'Église qui est en gros - si je voulais systématiser -, l'histoire des couches sociales dominantes dans cette église. C'était plus souvent l'histoire des papes que l'histoire des travailleurs et des paysans chrétiens. Ceux-là, on les retrouve souvent, mais dans l'histoire des hérésies. Car, en

même temps qu'ils combattaient un pouvoir politique, dans le contexte du Moyen-âge ou de la Renaissance, ils combattaient nécessairement un pouvoir religieux qui lui était lié. Ils étaient déclarés en même temps politiquement subversifs et religieusement hérétiques. Toute l'histoire de l'Europe « chrétienne » a été marquée par ces luttes de classes qui se sont déroulées tout au long de l'histoire de l'institution ecclésiale. Les couches dominantes dans l'Eglise, qui étaient en même temps les couches dominantes dans la société, ont condamné purement et simplement et ont écarté de l'histoire qui est racontée toutes ces luttes de classes.

Je crois qu'à l'échelle d'un peuple, aussi bien qu'à l'échelle des chrétiens, il y a un problème de réappropriation de leur propre histoire sur d'autres bases que celles servant à raconter l'histoire unique de France, l'histoire unique de l'Eglise. Alors, d'autres réalités apparaissent, d'autres perspectives de luttes, d'autres alternatives et je crois que c'est très important, ça serait une première piste de travail pour demain.

Lecture matérialiste des textes bibliques

Il y en a une deuxième qui nous est apparue tout aussi nécessaire : c'est de faire le point sur ce qu'on appelle aujourd'hui les lectures matérialistes de la tradition chrétienne : c'est une expression qui a fait fortune, depuis le bouquin de Fernando Belo. Il n'y a pas de doutes que, depuis, on fait des lectures matérialistes : à Lyon on a fait une lecture matérialiste de la *Genèse*, on est en train d'amorcer une lecture matérialiste du *Cantique des Cantiques* ... Il est certain que ça a ouvert une brèche fondamentale dans la façon de lire les textes. Mais après plusieurs années de pratique de lectures matérialistes, il nous semblait important de faire le point, de savoir ce qui était en cause, quelles difficultés cela représentait, comment on pouvait aller plus loin, comment on pouvait relancer un travail qui ne soit plus le fait de quelques groupes seulement. Là aussi, il y a un enjeu politique.

Il n'y a pas de doutes que dans le fonctionnement de l'Institution ecclésiale, des institutions ecclésiales et du discours religieux, circule l'a-priori que les textes bibliques, ou les textes de la tradition sont immédiatement lisibles. Il y a des évidences de foi : il y a Dieu, il y a Jésus, il y a des tas de trucs, il y a le dogme ... Tout ça est présenté comme évident. Et on trouve à ce niveau le même problème qu'on trouve dans le discours libéral, politique ou économique. Il y a des évidences qui fondent le discours et ne sont jamais discutées. Il y a des choses évidentes dans le discours, sans que ne soit jamais mis au clair ce qui les sous-tend. Dans le discours politique libéral, c'est l'existence d'une nature humaine par exemple ! Comme dit Giscard, « *la misère est inscrite dans les fibres de l'espèce humaine et rien ne pourra l'en enlever : on peut tout au plus la soulager un petit peu* ». C'est un phénomène naturel, ça ne se discute pas ... C'est dans la nature. Il y a des tas de choses qui sont dans la nature : l'existence même de Giscard comme président de la République, à la limite, est dans la nature.

CHAPITRE I.4

Deux exemples de rapports de formation

I.4.a. Rapports parti – syndicats

Je n'ai pas retrouvé le dossier original de ce stage sur Partis et syndicats¹. J'y insistais surtout sur l'autonomie relative de l'activité dans chaque domaine, et sur la nécessité de ne pas les confondre. Mon expérience du syndicalisme étudiant m'avait appris que le syndicat n'était pas interdit de prises de position politiques mais sur la base des « intérêts étudiants », tels qu'ils étaient définis dans la Charte de Grenoble. Je fus ensuite très critique envers la politisation excessive de l'UNEF à partir du milieu des années 1950 et en mai 1968. Il faut respecter la logique de chaque niveau d'intervention et ne pas tout confondre. Que représente l'UNEF aujourd'hui ?

Il est plus intéressant de reproduire le dossier que j'avais publié en 1970 sur les rapports entre partis et associations. C'était plus nouveau, et cela inspirera mon action ultérieure : en 1989, avec quelques amis et anciens élèves du Lycée, je vais créer une association qui vit encore aujourd'hui, l'INIS (Italie- Nord Isère) dont je serai président pendant 25 ans, en essayant de créer un lieu de référence à l'Italie, d'information et d'action pour le développement de la langue italienne. Ce fut inspiré à l'origine par la femme que j'aimais et avec laquelle je vivais et vis toujours, qui craignait une mise en cause de l'enseignement de l'italien dans l'Éducation Nationale. Je commençai par rédiger les statuts avec Robert D. et Danielle R., et je tentai toujours de faire de l'INIS une organisation « révolutionnaire », mais dans le respect des limites de ce que peut faire un organisme associatif dont les bases ne sont en rien « politiques » : nous avons combattu Bossi et Berlusconi, non pas pour le fait qu'ils étaient « de droite », mais parce que leur politique contribuait à détruire ce qu'il y avait de meilleur pour nous en Italie ; nous avons eu aussi de grosses discussions sur ce qu'il fallait penser de Cesare Battisti, que nous avons invité à Bourgoin avec le Cinéma Hors-Piste, où, interrogé sur la culpabilité que lui reprochait la Justice italienne, il avait fini par déclarer qu'en Italie, étant données les conditions politiques, si un militant tuait un adversaire, ce n'était pas lui qui tirait, mais le « mouvement ». Après la prise de position du Bureau condamnant l'arrestation de Battisti par la police française, un membre du Bureau donna sa démission pour protester contre une « politisation » excessive de l'association ; c'était Annie C., avec qui nous avons depuis renoué des liens de grande amitié. Mais elle était lectrice du *Figaro* et avait été candidate aux élections municipales de La Tour-du-Pin sur une liste RPR... Ce n'était pas facile de respecter étroitement cette « autonomie relative » d'une association par rapport aux questions politiques.

Le numéro de la *Chronique Sociale* sur le P.S.U. cite aussi un long texte anonyme d'un « militant ancien dirigeant de la Fédération du Rhône », dont je suis sans doute l'auteur (pp. 49-57). Il insiste sur le fait que ce parti est « voué à la formation des militants », thème que je reprendrai dans l'interview télévisée réalisée par Jacques Sauvageot le 1er août 2016 pour l'Institut Tribune Socialiste.

Jean Guichard, octobre 2016

1) C'est probablement le texte publié anonymement dans le numéro spécial de la *Chronique Sociale de France* consacré au PSU (*Qu'est-ce que le PSU ?*, 5-6, décembre 1971), pp. 60-66.

I.4.b.
Rapports parti – association locales (Stage fédéral du PSU, 24 – 25
octobre 1970)

P.S. U.

49 Montée de la Grande Côte LYON 1er

RAPPORTS PARTI - ASSOCIATIONS LOCALES

I- INSTRUMENT THEORIQUE (se reporter en particulier à la fiche de *PSU-Flash* sur les relations parti - syndicats et au schéma inclus).

Au cours des stages précédents, nous avons eu souvent l'occasion de rappeler quelques instruments théoriques marxistes nécessaires pour une appréhension correcte de la réalité sociale :

1.1. Une formation sociale (ex.: la société française en 1970) est une structure composée de divers niveaux (économique, politique, idéologique ...) articulés entre eux mais ayant chacun leur autonomie de fonctionnement).

On ne peut donc analyser une situation concrète si l'on omet l'un de ces niveaux ou si l'on réduit tout à l'un d'entre eux, en oubliant la spécificité de chacun d'eux (ex. réduction du politique à l'économique, ou de l'idéologique au politique, etc ...)

1.2. A chacun de ces niveaux de la structure correspond une pratique sociale (pratique économique, pratique politique, pratique idéologique).

Il y a entre la structure et la pratique correspondante le rapport qui existe entre la maison (s.) et les hommes qui y habitent (p.), ou entre le réseau routier (s.) et les automobiles qui y circulent (p.).

Les structures constituent le cadre, la « matrice », à l'intérieur duquel se déroulent les pratiques ; ce sont les structures qui conditionnent la forme des pratiques ; mais il ne s'agit pas pour autant de confondre les deux : les structures déterminent les limites à l'intérieur desquelles se déroulent les pratiques (de même que la structure de la route - largeur, signalisation, etc ... détermine la vitesse à laquelle peut rouler l'automobiliste, la sécurité, l'embouteillage etc.)

1.3. Les structures déterminent la répartition des individus en classes sociales distinctes et opposées, et donc la forme des rapports sociaux. Ces derniers consistent donc en pratiques de classe ! : il ne faut pas les confondre avec les structures (la structure de l'autoroute répartit les automobilistes en groupes différents : les « véhicules lents » à droite de la bande blanche, les autres à gauche ; ceux qui vont dans un sens, ceux qui vont dans l'autre, etc ... ; la structure de la route départementale n'établit pas la même répartition etc ...). Il y a donc une forme de rapports sociaux, de pratique spécifique à chaque niveau de la structure (rapports sociaux économiques, politiques, idéologiques) qui devront être analysés dans leur spécificité (cf. dans la fiche syndicats - partis, la distinction entre la lutte politique et la lutte économique).

1.4. Chaque forme de lutte (dans l'entreprise, etc ...) devra donc être analysée à divers niveaux :

a) d'abord en elle-même, à son niveau propre, sa limite propre : chaque lutte a sa logique interne propre, son champ d'action propre, sa limite propre, à connaître avec sérieux. On ne peut pas demander à la lutte économique de remplir les objectifs de la lutte politique ni à la lutte politique municipale (visant un pouvoir local) de conduire à une prise de pouvoir révolutionnaire (visant le pouvoir d'Etat), etc,.. À chaque forme de lutte correspond une forme de pouvoir précise et limitée.

b) ensuite dans son articulation avec d'autres formes de lutte. Quel est le rapport entre telle lutte et telle autre (lutte économique et lutte politique, par ex.) ? Le propre de l'organisation politique (dans la mesure où son existence conditionne une prise de pouvoir, elle ne doit donc pas être de se substituer à chaque lutte menée à chaque niveau, ni de diriger de façon directe chaque lutte en la soumettant à des objectifs préétablis, ni de répéter en termes

politiques les luttes menées à d'autres niveaux (le parti qui mènerait la lutte syndicale à la place du syndicat, le parti qui limite l'action syndicale et le mouvement de masse aux nécessités de sa tactique électorale, le parti qui se contente de reprendre à son compte les revendications élaborées par une organisation syndicale : court-circuitage, noyautage - chapeutage, récupération).

Le propre de l'organisation politique est d'impulser les luttes par ses militants, et de saisir le moment où la convergence des luttes est réalisable, en vue de rendre possible une prise de pouvoir politique appuyée sur des prises de pouvoir aux divers autres niveaux.

Cela nous amène donc à analyser : la spécificité des luttes « locales »,
a) leur rapport avec la lutte politique (et le rapport parti - associations locales).

II - LA SPECIFICITÉ DES LUTTES LOCALES

2.1. Pourquoi arrive-t-il souvent que le parti « n'accroche » pas dans la lutte locale ?

-.-- .-

2.1.1. Il se contente souvent d'analyser les structures de façon abstraite sans entrer dans le concret des rappports sociaux,

– c'est bien son travail que de dénoncer les structures globales, mais

* le parti doit œuvrer au cœur des luttes concrètes

* il ne peut aborder les luttes concrètes de façon immédiate.

2.1.2. Exemple : Le parti analyse la politique de l'Education Nationale, l'école comme école de classe de la bourgeoisie, destinée à reproduire et à maintenir les rapports sociaux existants

= analyse théorique juste

= analyse qui ne peut apparaître immédiatement aux parents, enseignants, élèves, administrateurs d'une école : – parce que la totalité des phénomènes de classe n'apparaît pas dans toute situation concrète (toutes les classes ne sont pas aussi surchargées, tous les locaux ne sont pas insalubres, ce n'est pas dans toutes les écoles que 60% des élèves redoublent une classe etc ...). Il faut donc expliquer aussi ces différences, ces décalages.

– parce que, dans le concret, ce n'est pas LA politique de l'Education Nationale qui est immédiatement en cause en tant que telle, mais le comportement concret des administrateurs et des enseignants (agents d'une politique de classe), aussi bien que des parents et des élèves eux-mêmes. Or, ce concret est trompeur : qui ne connaît des enseignants qui tiennent des propos révolutionnaires sur l'école de classe et qui ont un comportement pédagogique répressif à l'intérieur de l'école ? une dénonciation abstraite de l'école portera d'autant moins que l'enseignant réactionnaire dans son métier l'aura éventuellement approuvée, dissimulant ainsi le réel.

2.1.3. Conclusion : 2.1.3.1 : la réalité concrète d'une situation locale constitue souvent un obstacle à la prise de conscience des réalités structurelles ;

2.1.3.2. : conséquence : le parti qui intervient au niveau de ces structures (qu'il veut renverser) peut difficilement intervenir IMMEDIATEMENT dans les luttes concrètes sans être déphasé ou sans courir le risque de dissimuler encore plus le concret à dénoncer ;

2.1.3.3. : le problème est donc celui des MEDIATIONS, c'est là que se situe précisément le rôle des associations locales (A.L.).

2.2. Rôle des associations locales

2.2.1. : Au cœur des contradictions existantes au sein des rapports sociaux concrets, une A.L. ne naît pas d'un projet politique global, mais d'une contradiction partielle spécifique à un lieu donné.

2.2.2. : Conséquence : 2.2.2.1. : elle ne peut être politique ;

2.2.2.2. : elle ne peut même pas toujours être assimilée à un syndicat d'entreprise, dans la mesure même où l'adversaire qu'elle affronte (la plupart du temps)

n'est pas un adversaire de classe (assimilable au patron) direct (les contradictions de classe y apparaîtront donc voilées, faussées, voire très difficiles à cerner, très lointaines) ;

2.2.3 : son programme, ses mots d'ordre, ses actions ne sont donc pas « révolutionnaires » au sens strict du terme : l'A.L. naît de contradictions partielles et secondaires qui ne reflètent que de façon lointaine et faussée les contradictions fondamentales de la société. De là l'accusation de « réformisme » (municipal) qui leur est portée sans discernement dès qu'elles refusent de lancer des mots d'ordre « politiques » ;

2.2.3.2. : cela est d'autant plus vrai qu'il y a moins d'homogénéité sociale du lieu d'habitation : mélange de classes avec dominantes diverses.

2.2.3. : À partir de là, il faudrait dégager une typologie scientifique dont nous ne disposons pas actuellement, selon : – les niveaux d'intervention des A.L. (plus économique, politique, idéologique) ;

2.2.3.2. les lieux d'intervention (quartier résidentiel sans entreprises, quartier dominé par une entreprise qui contrôle logement, école, crèche, etc. comme FIAT à Turin, Michelin à Clermont, Schneider au Creusot, etc.) ;

2.2.3.3. l'objet de l'intervention : école, logement, transports, création de locaux collectifs, etc ;

2.2.3.4. Composition sociale du quartier, etc.

2.2.4. : Point commun : existence d'un objectif concret réalisable à court terme. Une lutte locale n'a pas pour but un changement des structures sociales, mais une amélioration concrète immédiate du cadre de vie : en ce sens elle est « réformiste » de par sa logique même, et son action tend naturellement à s'éteindre dans une réalisation, une conquête (diminution des charges, victoire à un procès, construction d'une maison de quartier, sécurité des enfants à la sortie de l'école, etc...).

Cet objectif concret est la condition même d'une lutte de masse.

2.3. Rôle des militants dans une A.L. :

– l'A.L. est une médiation nécessaire et une condition de mobilisation des masses,
– l'A.L. risque toujours de s'enfermer dans la simple gestion d'une conquête, la simple participation, etc. = situation contradictoire à assumer dialectiquement. Comment ? Quatre éléments semblent importants :

a) Développer le sens de la lutte et de l'organisation collectives (« On n'obtient qu'en luttant, organisés ») ;

b) Poser toujours les problèmes du pouvoir, dans le domaine précis où se déroule l'action (qui aura le pouvoir dans une réalisation donnée : la municipalité, l'Office HLM, le Directeur d'école, un groupe de technocrates, etc... ou bien la masse des usagers organisés ?) ;

c) Combattre les tendances « conservatrices » à s'arrêter à une conquête : poser toujours de nouveaux problèmes, faire surgir de nouvelles contradictions, continuer, aller plus loin (esprit de « révolution permanente ») ;

d) Faire prendre conscience à toute occasion des structures économiques, politiques, etc. auxquelles on se heurte à un moment donné et dans un domaine donné (un Office HLM, un problème de subventionnement, etc.).

À ce niveau, le parti peut embrayer pour expliquer comment cette structure particulière n'est qu'un élément d'une structure globale qu'il faut combattre politiquement. Sans cette médiation, il embraie sur le vide, reste dans l'abstraction.

2.4. L'importance de la lutte idéologique : elle apparaît à travers cela à deux niveaux :

a) Combattre les idéologie libérales individualistes, de soumission au pouvoir existant, au profit d'une idéologie qui mise sur l'organisation sociale, l'initiative des masses, la revendication, la prise de pouvoir, etc. En ce sens la mise à l'action d'hommes et de femmes par une A.L. joue un rôle déterminant dans la lutte contre la passivité et l'inertie ;

b) Opposer aux idéologies bourgeoises une explication rigoureuse des phénomènes que l'on constate sur le plan local.

2.5. CONCLUSION : Ainsi apparaît l'importance de la présence des militants politiques dans une A.L.

- non pour noyauter, mais
- pour en faire respecter la logique interne de lutte,
- pour pousser cette logique jusqu'au bout,
- pour éviter ainsi la récupération d'une action par le pouvoir politique en place,
- pour porter les masses les plus larges au seuil de la lutte politique (habitude de lutte, dynamisme social, préparation idéologique, etc.

III. RÔLE DU PARTI DANS LES LUTTES LOCALES

Le parti a besoin de « médiations », il ne se dissout pas pour autant en elles. Quel est son rôle propre ?

3.1. Dialectique de l'action politique locale. L'action politique de quartier

* est conditionnée par les mêmes réalités que les A.L. ; elle est donc structurée de la même façon ;

* part d'une analyse des contradictions fondamentales de la totalité sociale, et non de contradictions secondaires locales (son problème est donc différent de ceux que pose l'action dans l'entreprise).

Dans le quartier, le parti

- n'affronte pas l'adversaire de classe de façon directe et immédiate au niveau de la production,
- mais dans les conséquences indirectes d'une politique de classe : comment une structure sociale détermine des rapports sociaux autres que les rapports de production, et conditionne l'existence privée des individus : leur formation scolaire et professionnelle, leurs conditions de logement, leur vie familiale, leurs rapports avec leurs enfants, et en fin de compte le plus intime d'eux-mêmes.

3.2. Conséquence : toute action du parti sera conditionnée par une lutte idéologique : une attaque de toutes les idées, conceptions de l'homme, comportements pratiques, etc. et qui fait obstacle à une prise de conscience de cette détermination de l'individu par une structure, donc de la nécessité de mener une lutte politique contre cette structure pour parvenir à un plus grand épanouissement des individus.

Cela ne veut pas dire que l'action locale du parti n'est QUE idéologique, mais que toute intervention locale devra passer par là : faire le lien entre une structure économique, politique, etc. donnée et le mode d'existence privée des individus, non pas des individus « en général » mais de ceux de ce quartier.

3.3. Cela implique un style politique plus concret, n'hésitant pas devant une dénonciation concrète (qui passe par l'évocation des choses et des hommes qui sont les supports d'une structure opprimante sur le plan local). Ce style « personnalisé » est souvent ce qui permet l'impact des groupes gauchistes sur un quartier.

Cela suppose que le parti sache aborder les problèmes sous l'angle par lequel les masses d'un quartier sont sensibilisées (par exemple par le travail des A.L. mais sans se contenter de reproduire ou de récupérer leur action).

Ex. : – action sur affichage et information dans les immeubles collectifs ;

- intervention sur la justice quand un procès a bouleversé un quartier ;
- intervention sur le Brésil quand un groupe local (par exemple la JOC en ce moment) y a sensibilisé l'opinion ;
- intervention sur l'impérialisme à l'occasion de la mort d'un jeune du quartier au Tchad ;

– de façon générale, on devrait intervenir plus à partir de la T.V. : explication sur telle émission massivement vue (cela suppose qu'on ne mette pas trois mois à rédiger un tract).

3.4. Par rapport aux A.L., le parti doit donc être très attentif à leur développement et à leur comportement. Ses militants devraient y être plus présents avec tout le dynamisme, la solidité idéologique, la continuité, le respect de leur autonomie, qui devraient faire d'eux les animateurs naturels de ces A.L.

Cela n'interdit nullement au parti – soit de condamner ouvertement une A.L. qui, parce que dominée par des idéologies réactionnaires, se refuse à poser les problèmes réels de sa compétence,

– soit de jouer un rôle de « suppléance » lorsque les A.L. ne font pas le travail qui devrait être le leur, mais en sachant que la « suppléance » est par définition provisoire, et que là n'est pas le rôle propre du parti.

3.5. Conclusion : on a donc insisté sur le rôle nécessaire de médiation joué par les A.L. dans la politisation des masses du quartier, et sur l'autonomie et la spécificité de ces A.L. par rapport à la lutte politique directe.

Cela ne diminue en rien le rôle du parti, mais lui permet au contraire de mieux se situer à son niveau propre :

- assurer la convergence de luttes de masses diverses, animées de l'intérieur par nos militants ; vers une cristallisation des contradictions partielles qui rend seule possible une prise de pouvoir à tous les niveaux.

(Il inutile de préciser que l'action et la stratégie d'ensemble du parti, de même que son organisation interne, ne sont pas l'objet de ce rapport, limité à un seul aspect de la lutte politique).

(Ce texte a été publié anonymement dans le numéro de la *Chronique Sociale de France* consacré au PSU (*Qu'est-ce que le PSU*, 5-6 décembre 1971), pp. 66-71).

CHAPITRE I.5

L'IRRFA – La Formation permanente d'adultes, « front secondaire » de lutte.

Un autre aspect du travail de formation s'était manifesté dans la création de l'IRRFA à partir de 1971. Je l'ai animé avec une équipe à partir de 1973. C'était une époque où étaient encore très vivantes les organisations de culture populaire, et où la contestation de 1968 avait poussé à l'adoption de mesures financières (le 1% patronal pour la formation permanente). Ceux qui luttèrent pour la transformation de la société avaient donc investi ce secteur, conscients que la formation des travailleurs et des militants était fondamentale. Tout cela a disparu à partir de 1981 : les socialistes, parvenus au pouvoir présidentiel ne misaient que sur les organismes publics de formation, les GRETA, et se débarrassent peu à peu des organisations privées comme la nôtre, « privé » étant lu comme « patronal » et donc « capitaliste », autre manifestation « socialiste » et « de gauche » d'une ignorance de l'histoire et d'un dogmatisme simpliste de pensée.

J'ai consacré une partie importante de ma vie à faire de la formation d'adultes, au-delà de mon enseignement secondaire et universitaire : à la Chronique Sociale de France, des années de cours et conférences, à l'Université Tous Âges de nombreuses communes du Rhône et de l'Isère, à l'Institut Culturel Italien, à la Société Dante Alighieri, dans beaucoup d'autres villes et organismes. Là était ma principale activité militante pendant de très nombreuses années jusqu'après l'an 2000.

Dans la seconde moitié des années 1970, avec Christian Grenier et plusieurs autres camarades, nous avons formé un organisme intitulé Groupe de Formation Politique (GFP) ; nous faisons avec un certain succès des stages de formation au marxisme après un travail intense de recherche, en mettant l'accent sur les aspects les moins connus de Marx, l'idéologie, la pensée symbolique, la psychologie, etc.

Même l'École de Commerce de Lyon nous avait invités à faire trois séances pour les étudiants, qui avaient été très suivies... et très critiquées !

J.G., 03 mai 2021

J'ai présidé aussi l'IRRFA (Institut Régional de Recherche et de Formation d'Adultes) pendant ses dix ans d'existence, de 1973 à 1983 (Ne pas confondre avec l'IRFA, Institut de l'Université Catholique de Lyon). Actif depuis 1963, avait été déclaré officiellement à Paris en 1968 l'INFAC, Institut National pour la Formation et l'Animation Culturelle, qui avait prévu dans ses statuts la possibilité de « créer, dans un souci de décentralisation et d'adaptation, des délégations régionales qui prendront le nom d'I.R.F.A.C. ». La première antenne régionale fut l'I.R.F.A.C. Rhône-Alpes : le 1^{er} janvier 1971, l'I.N.F.A.C., en accord avec Culture et Liberté, nommait un responsable chargé de la mise en place de l'I.R.F.A.C., ce fut un enseignant de Psychologie de Lyon 2, Michel Cornaton. L'I.N.F.A.C. avait été créé par Culture et Liberté, association d'éducation populaire du monde du travail, qui fut une initiative du Centre de Culture Ouvrière (CCO) et du Mouvement de Libération Ouvrière (MLO), l'antécédent du MLP ; Culture Ouvrière avait éprouvé le besoin de créer un instrument de travail plus spécialisé dans la formation, largement ouvert à de nombreuses associations, aux objectifs les plus divers, mais dont l'éducation permanente et la promotion collective constituaient les préoccupations fondamentales :

« Pour l'I.N.F.A.C., l'animateur ne doit pas être utilisé comme un nouveau type de « chien de garde », qui ne fait qu'agiter la surface des choses, sans que soient menées à bien les transformations économiques et sociales. L'animation ne sera ni un alibi ni une mesure de prévention ayant pour objet de dissimuler les conflits et de les faire disparaître ; mais elle aidera

les intéressés à les assumer. Elle doit favoriser, dans tous les secteurs de la vie sociale, une véritable participation démocratique des individus et des groupes, c'est-à-dire une prise de responsabilité la plus complète possible dans tous les domaines les concernant. En aucune façon, l'animation ne se substituera au militantisme, qu'elle saura, au contraire, susciter et aider.

L'I.N.F.A.C. n'a pas seulement pour but de former des animateurs, elle contribue à la formation professionnelle en général, plus particulièrement à celle des différents travailleurs sociaux. L'I.N.F.A.C. vise à ce que cette formation professionnelle ne soit pas un recyclage étriqué, mais qu'elle s'inscrive dans le cadre plus large d'une meilleure compréhension de la société à laquelle appartient chaque individu et fournisse par là les éléments de synthèse et de critique ainsi que des points de repère nécessaires à toute action » (Circulaire de 1971).

En mai 1971 se constituait avec Michel Cornaton, directeur de l'I.R.F.A.C. une Commission regroupant Dominique Alunni, représentant de l'I.N.F.A.C., 3 représentants de Culture et Liberté, dont Pierre Berjoan, qui avait été aussi le Secrétaire du MLP de l'Ain, Lucien Buisse des Associations Populaires Familiales, Emmanuel Payen, de l'O.C.C.A.J. et Jean Blanchard, du Centre Régional de Formation. Restaient à désigner un représentant de la Confédération syndicale des Familles (CSF), de Villages, Vacances Familles (VVF), de l'Association Renouveau et de l'Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale (ADELS). Parallèlement, comme prévu par le projet de décentralisation, se mit en place un Comité pédagogique, composé, avec le directeur, de cinq personnes : Yves Le Balle, économiste, Charles Maccio, animateur de groupe et qui deviendra le directeur de la Chronique Sociale, Paul Magnin, animateur professionnel, Etienne Minarik, psychosociologue et économiste et moi-même, qualifié de « philosophe et politicologue ». Les objectifs de l'I.R.F.A.C. étaient de susciter et former des animateurs professionnels, de « recycler les éducateurs, les enseignants et les travailleurs sociaux, tant au niveau des méthodes que du contenu », de « contribuer à la promotion sociale et professionnelle des individus en développant leurs capacités et leurs connaissances » et de faciliter la rencontre des formateurs régionaux, entre autres par le travail avec les Universités de Lyon II et Grenoble II, avec les communes, les quartiers, les entreprises ; un dernier secteur- clé était de développer la recherche en matière d'éducation et de formation : l'I.R.F.A.C. devint donc l'I.R.R.F.A.C., institut régional de *recherche* et formation. Le local passa bientôt de celui de Culture et Liberté au 103, rue Président Herriot, 69002 Lyon.

Puis, en 1973, l'I.N.F.A.C. suscita la création d'instituts régionaux autonomes, afin de permettre le regroupement dans chaque région de toutes les forces locales intéressées par la réponse aux besoins de formation professionnelle continue et d'éducation permanente, dans un Institut dont les objectifs et la pratique seraient élaborés, réalisés et contrôlés collectivement, usagers et formateurs. C'est ainsi que fut créé l'I.R.R.F.A., après rencontre et consultation d'une vingtaine d'organisations, en octobre 1973, comme association « provisoire », sous la responsabilité de 7 personnes : Michel Cornaton, Charles Maccio, Jean- René Marchalot, Lucien Moly, Henri Pérouze, Françoise Kopp et moi-même. Cornaton resta directeur de l'association et me demanda d'en être président. À sa création, l'I.R.R.F.A. était donc animée par un bureau des sept membres fondateurs, ainsi composé : j'étais président, les membres du Bureau étaient Charles Maccio (vice-président), Lucien Moly (trésorier) et Jean-René Marchalot (secrétaire), le délégué régional INFAC était Henri Pérouze, représentant Dominique Alunni, et la structure administrative permanente était composée de Michel Cornaton (maître-assistant à Lyon II), Françoise Kopp (psychologue) et Henri Pérouze (animateur). Renée Jagaille s'ajoutera un peu plus tard au Bureau, ainsi que Béatrice Ballu, qui y fit un travail remarquable, mais tout le contenu de ce travail devrait faire l'objet d'un autre dossier, je ne fais ici que l'histoire de l'organisation de l'association.

L'I.R.R.F.A. prit son autonomie financière en juillet 1975 : L'Institut n'est plus financé par l'I.N.F.A.C., il n'a pas de subventions, mais est exclusivement financé par les conventions passées avec les demandeurs de formation, Comités d'entreprise, associations familiales, centres sociaux,

collectivités locales, établissements publics, ministères, entreprises, associations d'aides ménagères, etc. En 1977, l'Association répondit aux besoins de formation exprimés par 72 organismes dans cinq grands secteurs : industrie, administrations et organismes semi-publics, secteur sanitaire et social, collectivités locales, centres de formation publics ou privés. Nous avions aussi des contrats de recherche et d'assistance technique, et le travail interne de réflexion, en particulier sur les enjeux sociaux et politiques de la formation, nous obligea à modifier et élargir la structure interne par la création en 1978 d'un Comité Permanent d'Animation (CPA) constitué essentiellement par les vacataires.

La liste des membre fondateurs sera modifiée par l'Assemblée générale du 2 décembre 1978 : Maccio, Marchalot et Moly seront remplacés par Aimée Debard, Madeleine Vaganay et Gilles Taulemesse.

Ce travail à l'I.R.R.F.A. me prit beaucoup de temps à partir de 1973 et au début des années 80, j'étais parfois en réunion de Bureau ou en intervention plusieurs fois par semaine. Je m'y étais engagé à fond. C'était une dimension centrale de mon activité militante, de réflexion, de formation, et de transformation de la réalité sociale ; l'association était par ailleurs au cœur de la vie lyonnaise, et j'y retrouvais beaucoup de personnes avec lesquelles je militais dans d'autres secteurs, comme Jean Chabert, Marie-Jo Sublet, qui fut maire de Feyzin et députée P.S., des gens de Chapeau-Cornu, des militants chrétiens, des militants politiques du PSU, etc.

Vers la fin des années 70, l'équipe changea peu à peu : les quatre permanents furent Sylviane Laverlochère, la secrétaire, Gilles Taulemesse, responsable administratif et financier, Béatrice Jouanneau, une psychologue scolaire, puis un certain Jean-Pierre Rouge, sociologue, qui commença à créer des problèmes dans l'équipe interne, dans la dernière période qui fut difficile : les conditions légales, l'esprit militant et la demande de formation commençaient à changer.

L'I.R.R.F.A. s'était donné la vocation de rentrer dans ce grand mouvement de formation permanente qui occupa les années 70, dans une perspective militante, aider les jeunes à comprendre la réalité, former les jeunes paysans et les personnels de basse qualification dont les autres structures s'occupaient peu, et en « *privilegiant la promotion de la personne plutôt que la promotion hiérarchique des stagiaires au sein de l'entreprise* ». L'Association fonctionnait principalement à partir des financements créés par la loi de 1971, c'est-à-dire le « 1% » destiné à la formation permanente et pris sur le budget des entreprises. Le secteur d'intervention était le secteur social, mais l'Association assurait aussi une part de ses interventions dans l'industrie. On organisait aussi une « assistance technique » dans les collectivités locales, les associations, les centres sociaux. L'Association eut alors, outre les quatre permanents, un nombre de 21 intervenants, dont moi.

Une autre spécificité était le travail auprès des personnes âgées, dont Hélène Reboul, une collègue de Cornaton, était spécialiste. Ce qui avait fait connaître l'IRRFA, dès 1971, ce fut le travail auprès des aides ménagères, - personnel jusqu'alors sans statut officiel, non reconnu et mal payé -, organisé au départ en liaison avec l'Association départementale d'Aide aux personnes âgées et l'Association locale de Bourg en Bresse, sous l'égide de Pierre Berjoan, alors permanent régional de Culture et Liberté. La formation professionnelle des aides ménagères se doubla d'un travail politique et administratif, et l'IRRFA réussit à faire reconnaître l'aide ménagère comme une profession dotée d'un statut et de droits, entre autres au salaire ; ce fut le résultat d'une action menée avec les participantes aux stages, action de masse menée par les intéressées sous la direction de l'équipe de l'IRRFA. Ce fut un travail important dans un secteur marqué par les difficultés économiques de l'époque et l'existence d'une quantité de jeunes femmes plus affectées par le chômage et le manque de qualification. L'objectif était de faire que les aides ménagères soient autre chose que des « femmes de ménage », et qu'elles soient mieux à même de faire ce que doit faire une mère de famille et d'intervenir auprès des personnes âgées (hygiène et soins) ; il fallait pour cela assurer aussi leur formation personnelle.

Que représentait alors cette intervention prenante dans le domaine de la formation permanente ? En quoi était-elle cohérente avec le reste de mon activité militante ? La formation était pour nous l'un de ces « fronts secondaires » qui étaient apparus dans la lutte politique des années 60, avec la

famille, l'école, la sexualité et d'autres, dans un secteur généralement considéré comme hors des luttes, tant par les syndicats que par les partis politiques de gauche, et même comme une distraction éventuellement gênante par rapport aux luttes essentielles, d'une part la prise de pouvoir politique et la gestion de l'Etat, d'autre part les luttes pour les salaires et la situation des travailleurs dans l'entreprise. Nous avons beaucoup réfléchi dans les années 70 à ce qui constituait un nouveau front de lutte dans les luttes de classes d'alors ; j'ai par exemple retrouvé ce texte que j'avais rédigé probablement en 1975 :

« **1 – La formation permanente, nouveau terrain de lutte.**

1.1 – *Pour fonctionner et se développer selon leur propre logique, les sociétés capitalistes ont de plus en plus besoin d'assurer leur domination idéologique (= hégémonie) dans la tête des travailleurs,*

- *aussi bien au niveau de la production : il est nécessaire que les travailleurs adhèrent intérieurement aux objectifs de l'entreprise (cf. développement des relations humaines, journaux d'entreprise, information patronale, concertation, psychologie du travail, etc), qu'au niveau de la consommation : il faut créer des consommateurs pour les marchandises produites, contrôler la consommation, l'augmenter ou la diminuer dans le secteur, etc. selon les besoins de la production (publicité, mass médias),*

- *qu'au niveau de la vie sociale tout entière : l'Etat doit pouvoir contrôler l'existence de tous les individus dans tous les domaines.*

1. 2 – *L'école a été le moyen traditionnel de cette hégémonie idéologique des classes dirigeantes ; la formation permanente prend le relais pour les jeunes sortis de l'école et pour les travailleurs en activité. Elle tend à devenir dans l'entreprise et dans la société :*

- *ce qui permet d'adapter la main-d'œuvre à de nouvelles conditions techniques de travail (formation professionnelle),*

- *ce qui permet de faire face aux contradictions sociales issues du développement capitaliste par la diffusion d'une idéologie maîtrisée par le patron et l'Etat.*

1. 3 – *La formation permanente devient donc un des moyens actuels de renforcement d'une domination de classe, d'une exploitation économique, et de permanence de rapports sociaux aliénés. Elle est pour cela un terrain objectif nouveau de lutte politique. Il n'y aura pas de transformation politique, pas de transformation des rapports sociaux, sans que soient aussi détruites dans la tête des individus les idées, les valeurs des classes dominantes, grâce auxquelles la société actuelle est acceptée, considérée comme naturelle.*

1. 4 – *Ce terrain de lutte n'a massivement pas encore été pris en compte par les organisations politiques et syndicales de gauche :*

* *le patronat s'est organisé et a pensé sa politique de formation permanente ;*

* *les syndicats dans l'entreprise n'ont pas de politique cohérente dans ce domaine ;*

* *les raisons de ce fait tiennent :*

- *au fait que les luttes immédiatement les plus urgentes se déroulent sur d'autres terrains (salaires, etc.) ;*

- *aux stratégies dominantes dans la gauche qui misent sur une réforme des institutions d'Etat, donc sur une démocratisation de l'école, et qui jouent donc pour la formation permanente la carte de l'Education Nationale ;*

- *au fait que, ces stratégies jouant une carte électorale, elles sont conduites à sous- estimer les problèmes idéologiques, et à s'occuper assez peu de cette question de l'hégémonie idéologique de l'adversaire, en particulier des problèmes de formation permanente.*

2. La formation permanente, lieu de contradictions.

Cette situation politique de la formation permanente crée, de ce fait, un certain nombre de contradictions qui rendent possibles une intervention et une lutte dans ce domaine :

2. 1. *Contradictions à l'intérieur des classes dominantes*

- *selon le type d'entreprise(entre grandes entreprises conscientes de la nécessité de former leurs employés et qui investissent, moyennes entreprises qui se retournent généralement vers les organisations patronales pour leur formation et petites entreprises où la*

situation oscille entre libéralisme et blocages, d'où la question : où une intervention est-elle possible ?

- entre les exigences de formation professionnelle et la nécessité d'aborder des questions d'ordre idéologique (rapports humains, fonctionnement de l'entreprise, connaissance des groupes, expression orale, etc.), d'où la question : quel contenu donner à une formation alternative ?

- entre la volonté de réserver la formation aux cadres et la nécessité de l'élargir peu à peu à tout le personnel, d'où : sur quelles couches sociales agir ?

2.2. Contradictions à l'intérieur de la gauche :

- entre CGT et CFDT ;

- à l'intérieur de chaque syndicat, selon les entreprises, les régions, les comités d'entreprise, etc. d'où : analyser ces contradictions pour déterminer où une intervention peut être envisagée.

2. 3. Contradiction entre les contenus de formation : c'est le discours qui a été privilégié de façon exclusive : n'est-ce pas une façon de rentrer dans la logique, le langage des classes dominantes ? ne faut-il donc pas, pour développer une autre hégémonie idéologique faire une place à des techniques susceptibles de compléter, à tous les niveaux de la vie sociale, le déblocage amorcé au niveau de la parole (rapport langage

- techniques) ». Il faut insister sur le fait que l'accord national interprofessionnel du 9 juillet 1970 et surtout la loi n° 71575 du 16 juillet 1971 organisant la formation professionnelle continue dans le cadre de l'éducation permanente, obligeaient les entreprises à affecter en 1974 un pourcentage de 1% de leur masse salariale à la formation de leur personnel. Cette loi, votée dans la mouvance de mai 1968, fut aussitôt l'enjeu d'une lutte sévère avec le patronat conscient de ses dangers : la participation des employeurs, qui était passée à 1,8% devait monter à 2% en 1976, et fut réduite à 0,90 pour 1979 (1,10% - 0,20% prélevé d'office pour occuper les jeunes sans emploi et dégonfler les statistiques de chômage !). Analysant la situation en janvier 1979, Henri Pérouze écrivait :

« Les organisations syndicales et politiques d'opposition pressées par d'autres luttes plus immédiates ont tout d'abord recommandé que la Formation permanente continue (FPC) soit réalisée au sein des appareils publics d'éducation et de formation (plus par principe que par analyse des pratiques réelles). Dans un deuxième temps, elles n'ont pu que constater que la FPC était contrôlée par le patronat et, globalisant la réalité, elles se sont de fait interdit de considérer le champ de la FPC comme un terrain de lutte idéologique. Pendant ce temps-là, jouant sur les failles (?) du dispositif législatif, les organisations patronales ont poursuivi la mise en place d'institutions contrôlant étroitement la FPC depuis le financement (ASFO non paritaires contrairement au F.A.F., fonds d'Assurance Formation) jusqu'à la réalisation (ex CIFOP) en passant par les constructions mobilières (ex Palais de la Formation) sur le modèle et avec l'appui des chambres de commerce et d'industrie. Ces dernières représentent un potentiel de moyens et une force méconnue du grand public : groupes de pression, moyens en équipement et en personnel, investissements (ex. efficacité de leur service postal privé pendant les PTT) ».

(13 décembre 2007) Le patronat avait dès l'abord compris l'importance qu'il y avait à contrôler le secteur de la formation permanente, surtout en cette période de réorganisation de l'économie capitaliste, d'introduction de l'automatisation et de l'informatique, et de la formation d'une nouvelle classe ouvrière, où s'accroissaient et la déqualification et la surqualification, où augmentait le personnel intérimaire, contractuel et féminin. Dans ces conditions, il réduisait de plus en plus la formation permanente à une adaptation aux connaissances, aux techniques et aux comportements nécessaires à la restructuration capitaliste, c'est lui qui était à l'origine de la majorité des demandes de formation, et il visait avant tout à l'augmentation de la productivité. Par ailleurs, la complexité des textes de loi (le J.O. consacré à la loi de 1971 ne comportait pas moins de 400 pages en petits caractères) accentuait la méconnaissance des possibilités par les

organisations ouvrières. Le résultat était que la majorité des bénéficiaires de formation était les personnes ayant déjà une formation initiale importante, cadres et agents techniques, alors que les O.S. et employés étaient presque toujours absents. Le déséquilibre était donc grand entre les classes sociales dans une lutte sur la question de la formation permanente qui resta toujours marginale pour des organisations ouvrières et de gauche, qui jamais n'organisèrent d'actions revendicatives réelles sur ce problème. (...).

À partir de 1978, nous avons commencé à modifier notre organisation en intégrant mieux les vacataires à la gestion de l'association. Mais ce fut l'élection de Mitterrand en 1981 qui relança la réflexion sur la politique de l'IRRFA : l'arrivée des socialistes au pouvoir n'allait-elle pas changer en partie la situation de la formation permanente et permettre enfin, comme naturellement, de réaliser ce pour quoi nous devons nous battre contre un pouvoir réactionnaire. Cela fut le centre de notre assemblée générale du 4 juin 1981, que j'introduisis ainsi :

« Nous arrivons à notre dixième anniversaire. Est-il outrepassant de considérer ce fait comme important alors que tant d'autres problèmes sollicitent notre attention et que tant d'autres événements semblent plus importants ? Cette concordance de notre petite histoire particulière et de la « grande » histoire nous suggère au contraire une réflexion nouvelle sur notre politique de formation et un questionnement qui sera l'objet même de notre A.G. de ce soir, dans un prolongement direct de nos conclusions de l'A.G. d'octobre 1979.

1) L'IRRFA n'est pas né d'une volonté mais d'une exigence ressentie sur le terrain par un groupe de formateurs qui avaient tous déjà une expérience longue de formation : exigence de se former, d'apprendre, de réfléchir, pour maîtriser au moins un peu nos propres conditions d'existence, comprendre ce qui se passe autour de nous et en nous, pour être en mesure de modifier ce que nous sommes, ce que nous faisons, ce que nous vivons ;

** exigence d'autant plus forte que la qualification professionnelle et le niveau culturel étaient moins élevés (Cf. l'expérience fondatrice et symbolique de la formation d'aides ménagères).*

L'INFAC nous fournit alors pendant quatre ans le cadre institutionnel dans lequel put se développer cette expérience, par la création d'une délégation régionale à Lyon, jusqu'à ce que, en 1974, l'IRRFA trouve sa pleine autonomie financière et pédagogique.

Cette idée que l'on ne transforme pas la réalité individuelle et sociale sans un travail de formation permanente mène parallèlement à toute autre action ; nous pouvons la reprendre aujourd'hui dans le contexte politique nouveau qui nous oblige à nous poser des questions, à préciser nos objectifs, à élaborer de nouveaux projets. Ce n'est pas le contexte politique qui nous commande cette réflexion, mais il la conditionne.

2) Il y a un élément nouveau : ce travail de formation, nous l'avons fait la plupart du temps contre le pouvoir établi, en rusant avec lui, en exploitant ses contradictions. Il est possible maintenant que, pour une part au moins, nous ayons à le faire dans une certaine connivence avec le pouvoir, apportant, à notre niveau, notre contribution à un travail de changement. Allons-nous avoir la possibilité de faire déboucher notre travail sur un plan plus institutionnel ? Nous disions en 1979 : « Contradiction entre notre objectif de formation – qui est de contribuer à une transformation permanente tant des groupes que des individus – et la loi du marché – qui tend à former pour rentabiliser les individus, renforcer le système économique et social, faire qu'il ne se transforme que selon sa logique propre de productivité et de profit. Toute formation qui ne rentre pas dans cette perspective d'intégration au système et de rentabilisation immédiate est donc combattue par beaucoup d'employeurs et de responsables de formation ».

Peut-être sommes-nous à un tournant, parce que aussi bien l'évolution technologique que l'évolution sociale et politique nous conduisent progressivement à entrer dans une autre logique sociale, qui intègre à la fois la meilleure tradition de l'ancien libéralisme politique, misant sur l'épanouissement, l'initiative et la responsabilité de chaque individu, et une tradition socialiste insistant sur la réorganisation des rapports sociaux selon plus de justice, condition nécessaire à l'épanouissement des individus. S'il est vrai que nous vivons un tel tournant, cela veut dire que, en tant qu'institution de formation d'adultes, nous avons une place à occuper, des responsabilités nouvelles à prendre dans la mise en oeuvre de cette autre logique sociale.

3) Car le tournant ne sera pas pris, sans un énorme travail de transformation des structures mentales qui sont aujourd'hui celles de l'ensemble des Français.

Pourquoi la formation devient-elle aujourd'hui particulièrement décisive ? Parce que le changement est devenu le mot de ralliement d'une majorité de Français et du nouveau pouvoir, et parce qu'il n'y a pas, il n'y aura pas de changement dans ce domaine plus qu'en d'autres, sans que, parallèlement à l'économique, au social et au politique, un travail soit fait pour transformer les consciences, les mentalités, leur donner les moyens d'être lucides et critiques, d'agir au lieu de subir, de raisonner au lieu de répéter, de connaître au lieu de se soumettre par incompétence ou ignorance aux décisions d'un autre. Et ce travail sur les consciences, sur les structures mentales, les mentalités, c'est précisément le niveau auquel se situe la formation permanente.

Il se fait certes toujours en liaison avec des questions concrètes, que ce soit celles du travail et de la formation professionnelle, que ce soit celles du quartier et de la vie des femmes, que ce soit celles du jeune chômeur ou de la femme qui veut se préparer à reprendre un emploi. On ne peut pas faire des parts dans la formation, séparer la formation professionnelle de la prise de conscience d'autres réalités.

C'est pourquoi nous ne sommes pas sans inquiétude de voir un Secrétariat d'Etat couvrir la seule

« formation professionnelle » et non la formation « permanente » dans son ensemble, la formation autre que professionnelle étant renvoyée au Secrétariat au Temps libre rattaché au sous-secrétariat à l'Education (Cf Le Monde, 3 juin 1981). Il est vrai que c'est une question essentielle par rapport aux problèmes de chômage et d'emploi ou de développement technologique. Il est vrai aussi que c'est loin d'être la seule, ou qu'alors on serait en retrait par rapport aux objectifs de la loi Delors de 1971.

Nous disons donc : pas de changement politique sans travail en profondeur pour changer les structures mentales de la masse des hommes et des femmes, et surtout des jeunes qui viennent de subir des années de déculturation systématique dans le domaine scolaire et culturel, dans celui de la télévision ou des loisirs et parfois dans celui de la formation des adultes : partout l'ont emporté le souci de former des mentalités consommatrices plutôt que des consciences critiques, le goût du spectacle facile plutôt que de la connaissance conquise, le tout commandé par le souci de rentabilité et de formation d'une masse de gens conformes, indifférents à tout pourvu qu'ils consomment.

Je sais que, disant cela, je semble situer l'IRRFA dans une position partisane et politique « de gauche », contradictoire avec ce que je disais plus haut sur la nécessaire autonomie de la formation. Or il ne s'agit pas de cela, et je voudrais que cela soit clairement compris, autour de deux types de réflexions :

a) Il ne s'agit pas pour nous de courir après la victoire et les vainqueurs pour en tirer quelques avantages, mais de dire notre conviction que le changement qui s'opère doit remettre la formation permanente dans un ordre de priorité qu'elle avait perdu. Cela ne signifie pas qu'il faut désormais pour nous former nos usagers pour les rendre conformes à un nouveau modèle commandé par le nouveau pouvoir ; nous disons seulement que cette nouvelle dynamique sociale ne se développera que si elle inclut une conscience critique d'elle-même, y compris sur ses objectifs prioritaires. Par exemple, le Premier Ministre a insisté sur la poursuite d'une logique de croissance : ne pose-t-elle pas des questions, ne présente-t-elle pas des contradictions qui risquent de conduire le « changement » dans une impasse ? Que faut-il mettre en œuvre comme formation pour donner à chacun les instruments nécessaires, économiques et autres, pour qu'il puisse décider en toute conscience ? Il ne faut idéaliser aucun pouvoir : la logique du pouvoir est de favoriser ce qui contribue à sa conservation et de neutraliser ce qui le met en cause. Peut-être n'avons-nous pas fini d'être des empêcheurs de tourner en rond et en ronron !

b) Il est certain par ailleurs que beaucoup d'employeurs ont peur encore qu'une formation telle que la nôtre ne crée dans leur personnel une conscience critique source de syndicalisation, de contestation et d'agitation sociale. Il nous faut aussi oser poser clairement cette question. Elle est énorme. Je dirai seulement ceci : la formation ne crée pas les contradictions réelles qui existent dans une entreprise. S'il y a des conflits, ce n'est pas l'acte de formation qui les suscite, il permet seulement d'en prendre conscience. C'est ce que soulignait Michel Cornaton dans un texte qui avait déjà été cité lors de la dernière A.G.

Dans un contexte comme celui d'aujourd'hui, il est probablement de l'intérêt commun des employeurs et des salariés que les contradictions existantes soient claires aux yeux de tous, afin de pouvoir être traitées de façon positive et de ne pas déboucher dans des agitations stériles. Cela n'est pas encore très bien compris par une partie des employeurs ; mais c'est une perspective qui a conduit par exemple le patronat italien à soutenir la loi des 150 heures annuelles de formation intégrées dans le temps de travail et à reconnaître la section syndicale d'entreprise dotée de ses pouvoirs propres : mieux vaut, à son point de vue, des salariés organisés et conscients que des salariés dont le peu de conscience et le manque d'organisation collective fut à l'origine des grèves sauvages et destructrices des années 70.

Nous sommes donc ouverts sur ce point à un double dialogue avec les organisations syndicales comme avec les employeurs.

4) S'il est vrai qu'aujourd'hui la formation redevient une priorité, peut-être faut-il en tirer une conséquence pratique ? Nous avons à apporter dans ce domaine nos dix ans de pratique, de recherche, d'innovations pédagogiques. Mais est-il souhaitable que nous-mêmes, comme d'autres, continuions à travailler en francs-tireurs ?

Certes nous sommes « association loi 1901 », et nous entendons le rester, c'est la condition de notre liberté et de notre efficacité d'intervention. Il semble d'ailleurs que le Président de la République et le gouvernement entendent poursuivre leur politique dans une perspective de décentralisation et de développement de la vie associative.

Dans ce cadre qui préserve notre autonomie, n'est-il pas souhaitable, n'est-il pas possible de proposer l'élaboration d'un « programme commun » de la formation permanente pour les années à venir, avec quelques objectifs précis ? N'est-il pas possible d'ouvrir sur cette perspective un dialogue d'une part avec les organismes de formation qui se situent dans une perspective proche de la nôtre, d'autre part avec les organisations sociales, familiales, syndicales et politiques ? Nous y sommes prêts pour notre part, de même que nous sommes prêts à faire des propositions de contenu. Nous donnera-t-on, et comment, les moyens financiers nécessaires à leur réalisation ?

Dans ces perspectives, nous avons à la fois à continuer ce que nous faisons dans un certain nombre de domaines et qui contribuaient déjà à une formation–transformation, mais aussi à inventer des formations qui ouvrent des champs nouveaux.

(...)

Il fut un temps où les enfants du peuple allaient peu à l'école et où ils se donnaient une culture réelle dans les institutions du mouvement ouvrier ou socialiste, où ils apprenaient ce qui était nécessaire pour être des militants et des hommes développés. Maintenant tous les enfants vont à l'école, mais ils en sortent sans autre formation, dans le meilleur des cas, que celle qui est nécessaire à ce qu'ils soient de bons producteurs et de bons consommateurs. Nous avons vocation à offrir, sur notre terrain, le cadre où ils pourront non seulement se connaître eux-mêmes mais acquérir les instruments qui leur permettent de comprendre ce qui se passe autour d'eux et d'y intervenir autrement. Donner la dimension historique des choses, mais aussi la capacité de réflexion philosophique, mais aussi la dimension artistique, combler donc le fossé entre la culture des spécialistes et la culture de masse, toutes choses qu'on apprend de moins en moins à l'école ».

La dissolution de l'IRRFA fut prononcée illégalement en janvier 1983, elle fut le résultat d'une conjonction entre l'incapacité socialiste de contribuer au développement de la formation permanente (les gouvernements de la période mitterrandienne ne s'intéressèrent qu'à la formation professionnelle, moyen de jouer sur les statistiques de chômage, dans un intérêt partagé avec les patrons) et les aspirations « autogestionnaires » d'une petite équipe de vacataires, techniquement compétents pour la plupart, mais incapables de concevoir la nécessité d'une structure, d'une organisation où gestionnaires et salariés devaient se partager les tâches, animés par une même volonté de « transformer » la réalité. Quelques opportunistes profitèrent de tout cela pour s'approprier les biens de l'IRRFA et supprimer une institution pour pouvoir monter la leur.

Ainsi se termina l'histoire de l'IRRFA.

Texte de 2007, repris et corrigé le 03 mai 2021